

BE-A0521\_711597\_710753\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Saint-Léger. Dépôt 2010, 1797-1977 (1984)



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	12
Organisation.....	13
Archives.....	14
Historique.....	14
Acquisition.....	14
Contenu et structure.....	16
Contenu.....	16
Sélections et éliminations.....	19
Accroissements/compléments.....	19
Mode de classement.....	20
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Documents généraux du conseil communal.....	23
B. Dossiers administratifs constitués par la commune.....	23
2 - 202 Dossiers administratifs numérotés et constitués par la commune. 1814-1919.....	23
C. Correspondance générale.....	36
204 - 210 Copies de courriers envoyés par la commune. 1886-1904.....	37
D. États généraux, enquêtes, statistiques générales.....	37
E. Séries concernant la responsabilité, le contentieux et les actions en justice...37	
215 - 226 Dossiers relatifs aux litiges, contentieux et aux actions en justice qui opposent la commune à des tiers. 1892-1976.....	38
II. Organisation et personnel.....	39
A. Organisation et membres des organes politiques.....	39
1. Bourgmestre.....	39
B. Organisation des services.....	39
1. Gestion des archives courantes, intermédiaires et statiques.....	39
2. Équipement matériel des services.....	39
C. Personnel des services.....	39
1. Statut du personnel, traitement et autres règlements.....	39
2. Documents concernant les comités de concertation de base et organes similaires.....	40
3. Documents concernant d'autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	40
III. Gestion du patrimoine mobilier et immobilier.....	41
IV. Finances et fiscalité.....	43
A. Comptabilité du secrétariat.....	43
1. Budgets et annexes.....	43
245 - 268 Budgets. 1841-1911, 1973-1977.....	43
269 - 278 Budgets communaux affichés à titre d'information pour les habitants de la commune. 1884-1912.....	45

1230 - 1234 Annexes aux budgets. 1973-1977.....	45
2. Registres de comptabilité.....	46
279 - 280 Registres des mandats. 1846-1944.....	46
281 - 305 Grands-livres des dépenses. 1952-1976.....	46
1175 - 1176 Grands-livres des dépenses. 1959-1966.....	47
306 - 307 Grands-livres des recettes. 1959-1974.....	48
308 - 320 Grands-livres des recettes. 1962-1976.....	48
3. Documents concernant les emprunts.....	49
321 - 322 Dossiers relatifs aux emprunts octroyés par le Crédit communal de Belgique à la commune pour divers projets. 1953-1954.....	49
4. Documents concernant les subventions des autorités supérieures.....	49
B. Comptabilité du receveur.....	49
1. Comptes et pièces justificatives du receveur ordinaire.....	49
324 - 411 Pièces justificatives aux comptes. 1850-1976.....	49
412 - 476 Comptes communaux. 1850-1979.....	55
477 - 488 Comptes des recettes et des dépenses affichés à titre d'information pour les habitants de la commune. 1851-1913.....	60
2. Documents concernant les impositions et taxes.....	61
492 - 502 Plans cadastraux parcellaires primitifs. 1822-1843.....	61
503 - 505 Rôles de répartition des travaux à exécuter dans la commune, dressés en conformité du règlement du 12 août 1822, approuvé par arrêté royal du 3 mars 1824. 1825-1834.....	62
1183 - 1195 Croquis d'arpentage des nouvelles parcelles résultant de changements de limites. 1845-1857.....	63
1196 - 1197 États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis. 1846-1947.....	64
512 - 522 Extraits des rôles indiquant les contributions directes imposées pour la première fois ou pour la seconde fois et atteignant au moins le cens communal, ainsi que les demandes d'imposition atteignant au moins le même cens, qui, ayant été rejetées par le directeur, ont fait l'objet d'un recours devant la Cour d'appel. 1882-1893.....	65
523 - 524 Rôles des taxes provinciales sur les chiens et sur les débits, en détail, de boissons alcooliques et de tabacs. 1874-1896.....	65
525 - 543 Doubles des rôles des contributions directes. 1875-1893.....	66
547 - 554 Doubles des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et les fenêtres et le mobilier ainsi que sur le droit de patente. 1894-1901.....	67
1201 - 1208 Matrices cadastrales des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, renseignant les personnes qui jouissent de droits réels d'usufruit, d'emphytéose et de superficie, ainsi que le revenu net imposable à la contribution foncière. [XIXe - XXe siècles].....	68
V. État civil.....	70
A. Généralités.....	70
B. Documents concernant les cimetières et les funérailles.....	70
C. Autres documents concernant l'état civil.....	70
VI. Population.....	71
A. Généralités.....	71
566 - 598 Renseignements statistiques ayant trait au mouvement de la population et de l'état civil. 1942-1974.....	71
B. Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population.....	73
601 - 631 Registres de la population. 1847-1970.....	73
632 - 642 Index alphabétiques aux registres de la population. 1847-1981.....	75

644 - 646 Registres des entrées de la population. 1901-1976.....	76
647 - 649 Registres des sorties de la population. 1901-1976.....	76
C. Recensements et autres états de la population.....	76
D. Cartes d'identité et passeports.....	77
VII. Élections.....	78
A. Généralités.....	78
B. Documents concernant les personnes éligibles et les candidats.....	78
C. Listes électorales et listes dérivées.....	78
664 - 678 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1875-1937.....	78
679 - 681 Listes alphabétiques des citoyens de la commune que la loi appelle à participer à l'élection des membres des Chambres législatives, du Conseil provincial et du Conseil communal. 1876 - [XXe siècle].....	79
688 - 689 Listes des électeurs communaux. 1895-1921.....	80
690 - 691 Listes des électeurs. 1932-1937.....	80
692 - 693 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 1966-1971.....	81
D. Documents concernant la révision des listes électorales.....	81
694 - 708 Listes alphabétiques des citoyens de la commune que la loi appelle à participer à l'élection des membres des Chambres législatives, du Conseil provincial et du Conseil communal produites dans le cadre des révisions. 1873-1892.....	81
711 - 714 Listes dressées en exécution de la loi du 24 août 1883. 1883-1884.....	82
717 - 721 Relevés des actes civils publics sous seing privé et des jugements enregistrés constatant des mutations d'immeubles situés dans la commune. 1893-1903.....	83
722 - 741 Fiches de citoyens belges par la naissance ou la grande naturalisation, qui âgés de 25 ans au moins ou qui auraient atteint cet âge à la date du 1er mai 1894, et qui, depuis le 1er août 1892 au moins, ont dans la commune un domicile effectif, emportant la résidence et sont ou auraient dû être renseignés dans les registres de population. 1894.....	83
E. Dossiers des élections.....	85
VIII. Affaires militaires et guerres.....	86
A. Service militaire.....	86
1. Milice et volontaires.....	86
748 - 773 Listes alphabétiques des inscrits. 1815-1923.....	86
774 - 807 Registres d'inscription pour la milice nationale. 1815-1923.....	87
808 - 815 Relevés nominatifs des hommes appartenant à la commune qui ont été désignés pour le service par le Conseil de milice, siégeant à Neufchâteau, et se sont présentés à monsieur le gouverneur, en exécution du contingent imposé pour la commune. 1817-1825.....	90
816 - 837 Relevés nominatifs des personnes appartenant à la commune qui ont été exemptées du service pour une année ou définitivement. 1817-1849.....	90
838 - 839 Registres contenant les noms des miliciens arrivés dans la commune, par congé limité ou illimité. 1819-1851.....	92
850 - 858 Listes des ajournés et des dispensés. 1901-1914.....	93
861 - 910 Dossiers de levées de milice. 1914-1968.....	94
B. Milices bourgeoises.....	97
1. Garde civique (1830-1921).....	97
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	98
D. La guerre et ses conséquences.....	98

1. Première Guerre mondiale.....	98
2. Seconde Guerre mondiale.....	98
IX. Ordre et sécurité publics.....	100
A. Police communale.....	100
1. Police urbaine.....	100
a. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	100
b. Missions de police judiciaire.....	100
932 - 933 Registres des condamnations judiciaires, tenus en exécution de la circulaire du ministre de l'Intérieur du 8 juillet 1853. 1899-1935.....	100
935 - 936 Registres des condamnations judiciaires. [1950].....	100
2. Police rurale.....	101
938 - 950 Livrets tenus par les gardes champêtres, en vertu de l'article 78 du code rural, indiquant jour par jour leurs tournées, les contraventions constatées ainsi que les délinquants, les plaintes reçues, les devoirs exécutés, les pièces remises et les avertissements donnés. 1er octobre 1887 - 26 octobre 1974.....	101
B. Autres services d'ordre communaux.....	102
1. Service d'incendie.....	102
X. Santé publique.....	103
A. Généralités.....	103
B. Exécution des tâches communales.....	103
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	103
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	103
3. Police sanitaire des animaux domestiques.....	104
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	104
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	104
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	105
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses...105	
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	105
2. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	105
3. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse, tourisme.....	105
4. Bâtiments affectés au culte, bâtiments et constructions annexes (presbytère, cimetière, etc.).....	106
980 - 985 Dossiers relatifs aux travaux de reconstruction de l'église paroissiale, incendiée par les Allemands le 5 septembre 1944. 1945-1975. ....	106
5. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	107
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, ...).....	107
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	108
D. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	108
1. Distribution d'électricité.....	108
1000 - 1004 Dossiers concernant des travaux d'extension du réseau basse tension dans la commune. 1970-1978.....	108
2. Réseau d'égouts.....	109
3. Téléphone.....	109
4. Transports en commun.....	109
E. Aménagement du territoire.....	109
1. Généralités.....	109
2. Plan d'aménagement.....	109

XII. Enseignement.....	110
A. Généralités.....	110
B. Cadre général.....	110
C. Organisation.....	110
D. Personnel.....	111
E. Bâtiment.....	111
F. Équipement.....	111
G. Finances.....	111
1025 - 1026 Budgets des écoles d'adultes. 1867-1883.....	111
H. Obligation scolaire.....	112
1027 - 1044 Registres d'inscription des garçons. 1848-1896.....	112
1045 - 1047 Registres d'inscription des filles. 1879-1885.....	113
1048 - 1062 Listes d'inscription des enfants dressées dans le cadre de l'instruction gratuite. 1895-1913.....	113
XIII. Culture, sport et divertissements.....	115
A. Culture.....	115
B. Divertissements.....	115
1067 - 1075 Pièces relatives à la société de musique " Fanfare communale " 1879- [Deuxième moitié XIXe siècle].....	115
C. Sports.....	116
XIV. Développement de la vie économique.....	117
A. Agriculture et sylviculture.....	117
B. Industrie et artisanat.....	117
C. Circulation.....	117
D. Communication.....	117
XV. Mesures sociales et réglementation du travail.....	118
A. Mesures sociales.....	118
1. Allocations.....	118
2. Chômage.....	118
3. Logement.....	118
a. Exécution des tâches communales.....	118
b. Collaboration avec des tiers.....	118
XVI. Tutelle sur le C.P.A.S. et ses prédécesseurs en droit.....	119
A. Bureau de bienfaisance.....	119
1. Finances.....	119
2. Exécution des tâches.....	119
B. Commission d'assistance publique.....	119
1. Personnel.....	119
2. Finances.....	119
1089 - 1104 Budgets. 1945-1971.....	119
1105 - 1112 Comptes. 1949-1959.....	120
3. Exécution des tâches.....	121
C. Centre public d'aide sociale.....	121
XVII. Relations avec les cultes reconnus.....	122
A. Paroisse de Saint-Léger.....	122
1. Patrimoine.....	122
2. Personnel.....	122
3. Finances.....	122
1117 - 1146 Budgets. 1945-1979.....	122
1147 - 1172 Comptes. 1805-1978.....	124

## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune de Saint-Léger. Dépôt 2010

Période:  
1797-1977 (1984)

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0521.1389

Etendue:

- Etendue inventoriée: 15.60 m
- Dernière cote d'inventaire: 1252.00

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:  
Commune de Saint-Léger [Lux], 1795 - 9999

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Les archives de plus de 100 ans composant le présent instrument de recherche sont consultables sans restriction. Les documents de moins de 100 ans ne sont consultables qu'après autorisation du Collège communal de Saint-Léger, successeur en droit de l'ancienne commune de Saint-Léger.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

Les documents auxquels il est donné accès peuvent être reproduits dans les conditions prévues par le règlement et le tarif en vigueur aux Archives de l'état<sup>1</sup>. Les pièces dont l'état de conservation laisse à désirer peuvent par conséquent être exclues de toute reproduction par simple décision du chef de service des Archives de l'état.

---

1 Voir l'arrêté royal du 16 septembre 2011 déterminant les conditions d'accès du public à certains locaux des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces et les modalités de communication, de consultation et de reproduction des archives y conservées (Moniteur belge, 30 septembre 2011, p. 61447-61449).



---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Administration communale de Saint-Léger

## HISTORIQUE

Bien que le bilan archéologique pour la commune de Saint-Léger s'avère décevant, les premières traces de présence humaine remontent au néolithique, soit vers 4000 ou 3000 avant J.-C.

Les trois fortifications protohistoriques " en éperon barré ", surplombant la vallée de la Rouge Eau, au nord de Saint-Léger, suggèrent la présence d'une population nombreuse dans la région, tout au moins à titre temporaire, puisque La Tranchée des Portes à elle seule constitue un refuge de 100 ha <sup>2</sup>.

On trouve les premières traces du village en 1222, dans un texte confirmant l'octroi de terres aux moines de l'abbaye d'Orval par l'archevêque de Trèves. Il semble toutefois que le don de ces biens par le chevalier Roger de Cutry et son épouse doive être situé vers 1150. Le comté de Cutry constitue au XI<sup>e</sup> siècle un immense ensemble allodial. Au XII<sup>e</sup> siècle, il fait partie du territoire de la châtellenie de Longwy, sur laquelle, durant les siècles suivants, les comtes de Bar et de Luxembourg ainsi que le duc de Lorraine vont exercer une domination, successive ou parallèle. Saint-Léger est affranchi par la loi de Beaumont <sup>3</sup>, en 1367-1368, en vue de supprimer tous les problèmes nés de son indivision puisque les ducs de Luxembourg et de Lorraine " estoient seigneurs chascun pour moitié du bourg de Saint-leger " <sup>4</sup>.

En 1602, le Traité des Limites, signé à Marville, attribue Saint-Léger au Luxembourg. Louis XIV annexe le territoire en 1681 et la famille Demanet, qui a acheté la seigneurie de Saint-Léger et le titre de " Vicomte d'Ahérée ", en sa qualité de maître de forges, obtient les droits de haute, moyenne et basse justice.

Situé à la jonction de plusieurs " pays ", Saint-Léger connaît une histoire mouvementée jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, de par sa proximité des champs de bataille et des lignes de front <sup>5</sup>. Au cours des tentatives de la prise d'Arlon en 1793 et 1794, le village souffre du passage des troupes françaises et autrichiennes, de leur cantonnement, leurs réquisitions, de même que de la guerre d'escarmouches qu'elles se livrent dans les bois.

---

2 Pour plus d'informations, consulter : VAN DER KAA M.-H., HURT V. et HENROTAY D., Saint-Léger et ses environs dans les temps très anciens, dans *Au fil du Ton*, 2000, n° 24.

3 Pour plus d'informations, consulter : KURTH G., La charte d'affranchissement de Saint-Léger, 2 mars 1368, Bruxelles, 1877.

4 VAN DER KAA M.-H., La " Ville " de Saint-Léger (1368-1775), dans *Au fil du Ton*, 2000, n° 24, p. 5.

5 ALBARRE G., Saint-Léger, dans MENNE G., BRUTSAERT E. et DE MEESTER J., sous la dir. de, *Histoire & patrimoine...*, p. 329-330.

Plusieurs de ses habitants participent à la " guerre des cocardes " qui débute dès 1796 dans la région de Virton en réaction à l'envahisseur français <sup>6</sup>. Sous le Régime français, la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) est en vigueur lors de l'annexion de la Belgique. Elle instaure des municipalités de canton, qui deviennent l'unité municipale. Entre 1795 et 1800, la section cantonale de Saint-Léger dispose donc d'un agent municipal et d'un adjoint, lesquels sont chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Étalle, chef-lieu de canton, forme la municipalité de canton <sup>7</sup>. Suite à la *Loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII* (17 février 1800), la section cantonale de Saint-Léger retrouve son individualité. La mairie est intégrée dans le département des Forêts, canton judiciaire de Virton (1801/1802-1863), arrondissement judiciaire de Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (1814), de Neufchâteau (1814-1839) et enfin d'Arlon (à partir de 1839). Au niveau de la milice, Saint-Léger ressortit successivement au canton de Virton (1817-1870), à celui de Saint-Léger (1870-1913) puis à nouveau à celui de Virton <sup>8</sup>. Enfin, suite à l'arrêté royal du 2 janvier 1823, sous le Régime hollandais, la commune est transférée de l'arrondissement administratif de Neufchâteau (1800-1823) à celui de Virton (1823-1963).

Au cours de la première Guerre mondiale, on dénombre 11 hommes tués par les Allemands, 65 déportés en Allemagne, 137 en France et en Belgique et 3 condamnés " pour n'avoir pas dénoncé la présence de soldats russes " <sup>9</sup>. Mais ce sont surtout les repréailles de l'armée allemande battant en retraite le 5 septembre 1944, à la fin de la seconde Guerre, qui ont laissé le plus de traces dans les mémoires et, suite à l'incendie d'une grosse centaine d'habitations, modifié radicalement la physionomie du village <sup>10</sup>.

D'un point de vue économique <sup>11</sup>, Saint-Léger connaît une très ancienne et importante tradition industrielle, qui remonte au XIV<sup>e</sup> siècle voire plus tôt <sup>12</sup>. En

6 Voir à cet effet : LEFEBVRE L., La guerre des cocardes (1796), Arlon, sd.

7 Réunissant les sections de Bellefontaine, Châtillon, Étalle, Habay-la-Neuve, Habay-la-Vieille, Hachy, Rossignol, Rulles, Saint-Léger, Sainte-Marie, Tintigny, Vance, Villers-sur-Semois.

8 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 vol.

9 Voir à ce propos l'article 751 dans VANNÉRUS J. et TALLIER P.-A., Inventaire des archives de la commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et de coutumes de la guerre (1914-1926), Bruxelles, 200, p. 75 (Archives générales du Royaume, Inventaires, 298). - En outre, dans les archives du Cabinet du gouverneur conservées aux Archives de l'État à Arlon, le lecteur trouvera une liste de 192 déportés, avec leur profession ainsi que certaines remarques (décédé, rentré malade, etc.).

10 Séance commémorative du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'incendie du village, le 5 septembre 1944, dans Au Fil du Ton, n° 38, 2005. Cent quatorze maisons (dont l'église) furent totalement détruites par l'incendie et une trentaine endommagées à des degrés divers. - Au cours de la campagne 1940-1945, 3 soldats léodégariens décèdent : Georges-Louis Fradcourt, né à Saint-Léger le 21.06.1913, sergent de réserve au 4<sup>e</sup> Chasseur ardennais, décédé à Oeselgem le 26.05.1940 ; Léon-Louis Mangin, né à Saint-Léger le 22.01.1919, soldat au 1<sup>er</sup> Chasseur ardennais, tué à Bodange le 10.05.1940 ; Léon Dujardin, né à Saint-Léger le 02.12.1909, soldat au 4<sup>e</sup> Chasseur ardennais, décédé au camp de Ludwigsburg le 06.11.1940.

11 Voir à cet effet : LECOMTE R., La Commune de Saint-Léger dans le cadre du Sud-Luxembourg. Étude économique et sociale, Arlon, 1966-1967 (mémoire, Institut Technique et Commercial d'Arlon, inédit).

12 BOURGUIGNON M., Les anciennes usines sidérurgiques de Saint-Léger, dans Le Pays

effet, le village réunit des conditions extrêmement favorables à l'implantation de la métallurgie. La première est la proximité d'un cours d'eau avec un débit relativement important, le Ton. La seconde est la présence abondante de minerai dans les environs<sup>13</sup>. La troisième est celle de l'existence de grandes quantités de bois utilisés comme combustible sous forme de charbon de bois. Les deux implantations sidérurgiques principales sont le fourneau " Lackman " (ou *Laquemanne*), et la " Petite-Forge ", de dimension plus modeste. Pendant longtemps, le fourneau " Lackman " sera une dépendance d'un autre établissement appelé la Neuve-Forge.

Dès 1474, une affinerie entame ses activités. Après trois siècles de production, elle se convertit en une forge à maka, où les lingots de cuivre sont transformés en becs de soufflerie pour les hauts-fourneaux. Le moulin de la Demoiselle, de son côté, connaît également plusieurs mutations. Tantôt huilerie ou papeterie, il joue également, en 1849, un rôle temporaire de faïencerie<sup>14</sup>.

Mise en service en 1892, la ligne de chemin de fer vicinal Arlon - Èthe permet de désenclaver la région ainsi que de faciliter le transport des marchandises et des voyageurs.

En ce qui concerne l'agriculture, les terres disponibles sont réparties en deux grands ensembles : 140 ha sont dévolus à la culture de la pomme de terre, 130 constituent des prairies naturelles. Leur grosse consommation de pommes de terre a d'ailleurs valu aux habitants le surnom de *Touffayes* (mangeurs de pommes de terre à l'étouffée). Cette production a débuté au XVIIIe siècle et donné lieu à de multiples procès<sup>15</sup>.

Au cours du XIXe siècle, comme presque partout ailleurs dans la province, les conditions de vie sont pénibles pour une bonne partie de la population.

Suite à sa séance du 28 février 1833, le registre aux délibérations du Conseil communal mentionne que " l'année précédente, parmi les 410 familles fournissant les 1599 âmes de la population de ce grand village, un tiers au moins est indigent, un deuxième tiers et même au-delà est compté parmi les familles subsistant du travail de leurs chefs, qui s'occupent pour la plupart, dans des usines de fer ou des ateliers en dépendant et en stagnant depuis quelques années, sont à la maison sans rien gagner, ne pouvant donc pas payer l'instituteur, leurs enfants restant sans instruction, et il devient superflu de parler de l'état à venir de ces malheureux ; ceux des habitants du troisième tiers, ayant le bonheur à venir de leurs enfants, les enverront à l'école " <sup>16</sup>.

Village perçu depuis Bruxelles comme étant représentatif de la situation de nombreuses communes rurales dites " ouvrières ", Saint-Léger est choisi, en

gaumais, 1966-1967, p. 213 et DELHEZ J.-C., Les mines de fer du pays gaumais, Thonne-la-Long, 2004, p. 68-70.

13 SOUCHEZ-LEMMENS M., Accumulations ferrugineuses absolues en Lorraine belge septentrionale, dans Annales de la Société géologiques de Belgique, t. 91, 1968, p. 145-158.

14 Voir à cet effet : Rongvaux J., Entreprises et métiers d'autrefois : Châtillon et Saint-Léger aux 19e et 20e siècles, Rossignol - Saint-Léger, 2001.

15 Pour plus d'informations, consulter : RONGVAUX É. La guerre des crombires. Les procès concernant le terrage et la dîme sur les cultures de pomme de terre dans un village gaumais - Saint-Léger - au XVIII e siècle, dans Le Pays gaumais, 1987-1988, p. 429-452.

16 Cité par RONGVAUX J., Les écoles à Châtillon, Meix-le-Tige et Saint-Léger de la fin du XVIIIe à la première moitié du XXe siècle, Rossignol - Saint Léger, 1997, p. 56.

1854, pour figurer dans la première enquête statistique belge <sup>17</sup>. A ce moment, l'industrie métallurgique traditionnelle est en pleine décadence. Les ouvriers sont obligés d'aller chercher du travail en France, dans le bassin de Longwy. La population s'élève à 2146 habitants. Le budget de nombreuses familles se solde avec un déficit important qui ne peut, dans le meilleur des cas, être couvert que par des expédients et le recours à la charité publique. En 1882, la population est redescendue à 1939 habitants. Les naissances ne compensent pas les décès. On constate cependant un flux migratoire fort important, aussi bien d'arrivée que de départ.

L'accroissement de population est spectaculaire au cours des années suivantes puisqu'en 1909 <sup>18</sup>, elle s'élève à 2161 âmes. Le village possède une prison de passage établie dans la gendarmerie. L'éclairage public qui était auparavant de 35 réverbères, n'existe plus. La police rurale est exercée par deux gardes-champêtres et un cantonnier garde-champêtre.

D'après le *rapport sur l'état des affaires de la commune* de 1930, la population est redescendue à 1673 habitants pour 487 feux <sup>19</sup>. Les produits cultivés sont la pomme de terre, le seigle, le froment, l'avoine, les betteraves, le rutabaga ainsi que le tabac dont le village avait été le plus gros producteur de la province à la fin du XIXe siècle. Mais le déclin des activités locales et régionales sont responsables de l'exode rural manifeste peu avant la fusion des communes. Au 31 décembre 1973, la commune, qui s'étend sur un peu plus de 1986 ha, compte 1618 habitants. Le personnel communal se compose d'un secrétaire communal, d'un commis-dactylographe, d'un garde-champêtre, d'un cantonnier et d'un ouvrier de voirie <sup>20</sup>.

Le 19 novembre 1974, le Conseil communal de Saint-Léger rend un avis favorable sur le plan de regroupement des communes de Châtillon, Meix-le-Tige et Saint-Léger <sup>21</sup>. Cette fusion est effective à partir du 1er janvier 1977.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le pouvoir communal est, par sa nature, limité aux intérêts strictement locaux. L'article 49 du décret relatif à la constitution des municipalités du 14 décembre 1789 précise que les corps municipaux auront deux fonctions principales à remplir : les unes propres au pouvoir municipal, les autres propres à l'administration générale de l'État que celle-ci leur délègue.

Il ne peut être question, dans l'introduction du présent inventaire, de reprendre

---

17 DUCPETIAUX E., Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique. Subsistance, salaire, population, Bruxelles, 1855, p. 128-137.

18 Voir le rapport dressé pour l'exercice 1909 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

19 Voir le rapport dressé pour l'exercice 1930 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

20 Questionnaire dressé dans le cadre du projet de fusion (Archives de l'État à Arlon, Archives de Joseph Michel, dossier " Saint-Léger ", en cours de classement).

21 Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal - 19 novembre 1974 (Archives de l'État à Arlon, Archives de Joseph Michel, dossier " Saint-Léger ", en cours de classement).

en détail les compétences spécifiquement confiées aux communes et leur évolution (voir ci-dessous les 17 principales rubriques du cadre de classement utilisé pour les archives communales). Reprenons simplement l'article 50 du décret susmentionné : " Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus des villes, bourgs, paroisses et communautés; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics " <sup>22</sup>. Ces attributions ont peu évolué au cours des XIXe et XXe siècles, du moins d'un point de vue strictement juridique. Ces fonctions et attributions seront explicitées et précisées par la loi communale du 30 mars 1836, qui règle aussi le mode de désignation des conseillers, bourgmestre et échevins. Pendant plus de 150 ans <sup>23</sup>, la législation ne connaîtra pas de changements fondamentaux.

## ORGANISATION

Nous ne développerons pas ici l'organisation d'une administration communale en général <sup>24</sup>. Quant à celle de l'ancienne commune de Saint-Léger en particulier, elle reste encore à écrire.

Pour ce faire, le chercheur dispose de différentes sources. Pointons plus particulièrement, la série des *Rapports annuels sur la situation des affaires de la commune* conservée par le Gouvernement provincial <sup>25</sup> et qui ont fait l'objet d'un versement aux Archives de l'État Arlon. Ces rapports se subdivisent en 12 rubriques différentes (population, administration communale, finances communales, institutions de bienfaisance, culte, instruction publique, sûreté et hygiène publiques, garde civique et milice, contributions publiques, voies de communication et régime des eaux, agriculture, objets divers). Outre ces rapports, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Conseil échevinal sont une source importante pour l'histoire de la commune.

Différentes sources imprimées sont également disponibles. Il s'agit notamment de l' *Almanach administratif de la province de Luxembourg* (1891-1922), qui devient à partir de 1923 l' *Annuaire administratif de la province de*

---

22 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

23 Jusqu'à la nouvelle loi communale, codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988, ratifié par la loi du 26 mai 1989 (Moniteur belge du 3 septembre 1988).

24 Consulter notamment : WYVEKENS H., Nouveau commentaire de la loi communale du 30 mars 1836 modifié par les lois postérieures et des dispositions du code électoral du 18 mai 1852 qui concernent la commune, Bruxelles, 1875, 2 vol. ; MACAR A., Les institutions communales, dans Les Nouvelles. Lois pratiques et administratives, t. 1, Bruxelles, 1933, p. 225-745 ; ou encore, la synthèse de M. VAN AUDENHOVE, Histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique, 1818-1985, Bruxelles, 1990, 2 vol.

25 Dans cette série, les rapports des années 1882, 1909-1910, 1912, 1929-1931 sont disponibles.

*Luxembourget de l' Almanach royal*(1849-1939). Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestres, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

Dans le rapport dressé pour l'exercice 1882 en exécution de l'article 70 de la loi communale sur l'état des affaires de la commune, il est mentionné que les archives sont " au complet " <sup>26</sup>. En 1931, les archives sont " bien conservées " tandis que " les registres paroissiaux ont été envoyés aux archives provinciales le 31 décembre 1931 " <sup>27</sup>.

Il faut ensuite attendre 1991 et le rapport d'inspection et de mesurage établi par Pierre Hannick <sup>28</sup> pour qu'un nouvel état des lieux des archives soit réalisé. Dans ce rapport, il est mentionné que les archives de l'ancienne commune de Saint-Léger sont conservées dans le grenier de la maison communale, sise rue du Château à Saint-Léger. Les archives, dont l'état est jugé bon, sont entreposées sur des étagères métalliques et dans des armoires en bois. Le 15 décembre 2008, Michel Trigalet, chef de section, effectue une nouvelle inspection. Lors de cette dernière, il constate, pour les archives dites " mortes " qu'il " s'agit d'une part d'un vrac de publications diverses et de documents d'archives qui se trouvent dans les combles de la maison communale, d'autre part d'archives intermédiaires ou anciennes qui se trouvent dans le grenier aménagé juste à côté " <sup>29</sup>. Les locaux sont jugés inaptes à la conservation des archives. Humides et non entretenus, les locaux souffrent de trop grandes variations de température et d'hygrométrie au fil des saisons. De plus, aucune protection contre l'incendie n'est mise en place.

### ACQUISITION

La collaboration entre les Archives de l'État à Arlon et l'Administration communale de Saint-Léger est exemplaire à plus d'un titre.

Ainsi, suite à plusieurs contacts pris par les Archives de l'État avec l'Administration communale en 2008, le Collège a désigné un étudiant-

---

26 Voir le rapport dressé pour l'exercice 1882 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

27 Voir le rapport dressé pour l'exercice 1931 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

28 Rapport d'inspection et de mesurage des archives de la commune de Saint-Léger dressé par Pierre Hannick en date du 13 juin 1991 (Voir le dossier central conservé aux Archives de l'État à Arlon).

29 Courrier adressé, par Michel Trigalet, au Collège des bourgmestres et échevins en date du 23 décembre 2008 (Voir le dossier central conservé aux Archives de l'État à Arlon).

archiviste, sous la direction des Archives de l'État et du Secrétaire communal, afin de trier l'ensemble des archives communales antérieures à 1977 conservées dans le grenier de l'Hôtel de Ville et de préparer leur versement aux Archives de l'État à Arlon. Le transfert des archives a eu lieu le 14 juillet 2009.

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives classées dans le présent inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de l'administration communale de Saint-Léger entre 1797 et 1976, avec quelques pièces dressées après la fusion des communes et couvrant les années 1977 à 1984.

Procédons par grandes séries d'archives :

#### Finances et comptabilité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le collège, mis à l'approbation du conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats et factures de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales. Les communes sont également propriétaires de biens immobiliers divers. En zone rurale et particulièrement en province du Luxembourg, elles possèdent des bois et des champs, dont l'exploitation directe ou la location leur procurent des revenus parfois substantiels. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition ou la vente de biens communaux, au boisement et au défrichement des terrains, aux coupes de bois ou encore à la concession des droits d'affouage et de chasse. Les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

#### Cadastre et rôles d'imposition

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles qu'on peut trouver dans les registres de population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, fournis par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

#### Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs



pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections, et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges municipaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises au jugement des tribunaux.

Les registres de la population

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres dont la tenue est obligatoire sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. En outre, il peut être tenu des registres auxiliaires (comme le registre des domestiques). Enfin, les règlements imposent la confection et la tenue d'un index ou répertoire des noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Voirie et infrastructure

L'administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable ainsi que de l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

#### Registres de milice

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet par l'administration communale sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'administration provinciale ou nationale, conservés aux Archives de l'État.

#### Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, au budget particulier des écoles, à l'adoption d'écoles privées, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Le Bureau de bienfaisance prend également en charge les frais d'instruction des enfants pauvres de la commune. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

#### Bienfaisance publique

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les Commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les Centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus Centres publics d'action sociale en 2004.

#### Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante en Belgique. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques,

connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartiennent à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

#### Langues et écriture des documents

La langue principale du fonds est le français. Des pièces relatives aux deux guerres mondiales sont rédigées en allemand.

#### SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les 3 tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal<sup>30</sup>. Les doubles ont été éliminés, à la condition *sine qua non* qu'ils soient rigoureusement identiques aux originaux.

#### ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds de l'ancienne commune de Saint-Léger est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État à Arlon (sauf par exemple pour les séries relatives à l'urbanisme, toujours d'usage courant pour les services communaux). En ce qui concerne les dossiers d'urbanisme, les Archives de l'État disposent d'ailleurs de l'exemplaire de l'ancienne administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire ; pour des raisons évidentes de sécurité, l'exemplaire communal doit donc être conservé à la commune. Il en va de même pour les registres de l'état civil<sup>31</sup>, dont les

---

30 MARÉCHAL G., Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations, t. 1 : État civil, population, milice, finances, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1) et MARÉCHAL G., Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

31 " L'état civil moderne a été institué en France à la fin du XVIIIe siècle, en vertu du décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, un officier d'état civil qui est généralement le bourgmestre ou un échevin désigné à cet effet, doit consigner dans des registres distincts les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages, c'est-à-dire l'annonce publique faite des mariages qui doivent être célébrés prochainement, cela pour prévenir tout empêchement ou opposition ultérieurs, qui seraient cause de nullité. L'officier d'état civil clôture ses registres en fin d'année et en tient

Archives de l'État à Arlon conservent l'exemplaire déposé au Greffe du Tribunal de première instance d'Arlon. Quant aux atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et l'atlas des chemins vicinaux, ils sont indispensables au travail des services communaux et ont à ce titre également été conservés à la commune. Les registres aux délibérations du Conseil et du Collège, toujours conservés au sein de l'administration communale, peuvent également faire l'objet d'un futur versement. De plus, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux.

### MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune de Saint-Léger étaient classées selon le système employé par l'Union des Villes et des Communes c'est-à-dire la CDN ou classification décimale nationale. Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif<sup>32</sup>. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en

---

également une copie officielle destinée à être conservée au tribunal de première instance de l'arrondissement, avec la série des registres aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. Aucune modification ultérieure ne peut être apportée aux actes d'état civil sans un jugement du tribunal, visant à corriger une erreur factuelle ou à entériner un changement de nom ou une reconnaissance de paternité éventuelle. Des tables, dressées annuellement ou récapitulatives sur dix ans, facilitent la consultation ". (ANNAERT P., Les archives des communes rurales du Luxembourg (arrondissements judiciaires de Marche-en-Famenne et de Neufchâteau), publié par les Archives générales du Royaume dans la collection des Jalons de la recherche (à paraître)).

32 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

---

utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>33</sup>.  
Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Gestion du patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sport et divertissements

XIV. Développement de la vie économique

XV. Mesures sociales et réglementation du travail

XVI. Tutelle sur le C.P.A.S. et ses prédécesseurs en droit

XVII. Relations avec les cultes reconnus

À l'intérieur d'une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

---

33 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).



---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. DOCUMENTS GÉNÉRAUX DU CONSEIL COMMUNAL

- 1 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal. 1896-1911. 1 liasse

#### B. DOSSIERS ADMINISTRATIFS CONSTITUÉS PAR LA COMMUNE

##### 2 - 202 DOSSIERS ADMINISTRATIFS NUMÉROTÉS ET CONSTITUÉS PAR LA COMMUNE. 1814-1919.

- 2 Procès-verbaux de prestation de serment (n° 113). 1825-1888. 1 liasse
- 3 Adjudications (n° 116). 1884-1907. 1 liasse
- 4 Extraits d'actes de décès (n° 119). 1887-1894. 1 liasse
- 5 Publications de mariage (n° 122). 1879-1901. 1 liasse
- 6 Foires (n° 132). 1854-1891. 1 liasse
- 7 Subsidés pour travaux d'hygiène (n° 134). 1876-1911. 1 liasse
- 8 Épizooties (n° 139). 1827-1883. 1 liasse
- 9 Délimitation d'un terrain appartenant à Adolphe Schreder et situé devant ses écuries (n° 140). 1879. 2 pièces
- 10 Sages-femmes (n° 141). 1878-1910. 1 liasse
- 11 Caisse d'épargne (n° 142). 1866-1881. 1 liasse
- 12 Rapports dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale

---

	(n°143). 1850-1895.	1 liasse
13	États de la population (n° 144). 1876-1895.	1 liasse
14	Procès contre G. Malaise concernant le sentier du Taillis (n° 1482). 1871.	3 pièces
15	Procès contre Jean-François Pétrement concernant la confection des registres de population (n° 149). 1870.	1 liasse
16	Procès divers et jugements (n° 150). 1865-1909.	1 liasse
17	Incendies (n° 151). 1871-1910.	1 liasse
18	Matériel d'incendie (n° 152). 1847-1897.	1 liasse
19	Compagnie des sapeurs-pompiers (n° 153). 1844-1903.	1 liasse
20	Liste des indigentes dressées dans le cadre de l'enseignement primaire (n° 180). 1880-1899.	1 liasse
21	Nominations des enseignants (n° 181). 1822-1912.	1 liasse
22	Bibliothèque, fournitures et mobilier scolaires (n° 183). 1843-1911.	1 liasse
23	Pensions des instituteurs (n° 184). 1886-1903.	1 liasse
24	Chauffage dans les écoles (n° 185). 1888-1902.	1 liasse
25	Enseignement primaire - Philippe Collignon (n° 186). 1849-1888.	1 liasse
26	Enseignement primaire - Jean-Joseph Debeffe-Fayon (n° 187). 1858-1912.	1 liasse



---

27	Enseignement primaire -Adolphe Debaiffe, (n° 1872). 1858-1912.	1 liasse
28	Enseignement primaire - Auguste Andreux (n° 188). 1893-1910.	1 liasse
29	Enseignement primaire - Jules Humbert et Joseph François (n° 1882). 1899-1911.	1 liasse
30	Enseignement primaire - Émile Clausse (n° 189). 1887-1912.	1 liasse
31	Enseignement primaire - Irma Boreux (n° 190). 1893-1912.	1 liasse
32	Enseignement primaire - Sophie Guillaume (n° 1902). 1903-1910.	1 liasse
33	Écoles d'adultes (n° 191). 1903-1910.	1 liasse
34	Enseignement primaire (n° 192). 1891-1912.	1 liasse
35	Enseignement primaire - Organisation (n° 193). 1852-1906.	1 liasse
36	Travaux aux écoles (n° 194). 1788-1911.	1 liasse
37	Ouvroirs (n° 1972). 1888-1891.	1 liasse
38	Écoles gardiennes (n° 198). 1871-1909.	1 liasse
39	Caisse des veuves et orphelins des instituteurs communaux (n° 2002). 1889-1907.	1 liasse
40	Fournitures scolaires (n° 2003). 1889-1902.	1 liasse
41	Exploitations de coupes de bois (n° 221). 1852-1911.	1 liasse
42	Travaux forestiers (n° 221bis). 1910-1912.	3 pièces

---

43	Feuilles mortes et litières (n° 222). 1876-1906.	1 liasse
44	États de martelage (n° 223). 1873-1912.	1 liasse
45	Délibérations prises en vertu de l'article 47 du code forestier (n° 224). 1868-1912.	1 liasse
46	Ventes de coupes de bois (n° 225). 1868-1912.	1 liasse
47	Écorces (n° 226). 1843-1879.	1 liasse
48	Coupes de litières et d'herbages (n° 227). 1883-1901.	1 liasse
49	Élagage des lisières des bois communaux (n° 228). 1861-1896.	1 liasse
50	Chablis (n° 229). 1880-1894.	1 liasse
51	Arpentage des bois communaux (n° 230). 1877.	3 pièces
52	Pépinière (n° 231). 1886-1904.	1 liasse
53	Reboisement (n° 232). 1849-1912.	1 liasse
54	Aménagement des bois communaux (n° 2352). 1889-1894.	1 liasse
55	Défrichement de Wachet pour être converti en prairies (n° 236). 1864-1912.	1 liasse
56	Pièces diverses (n° 350). 1833-1903.	1 liasse
57	Entretien des indigents - Hingot Louis (n° 351). 1880-1886.	1 liasse
58	Entretien des indigents - Belleville Mélanie, épouse Molitor (n°	

---

	352). 1885-1895.	1 liasse
59	Entretien des indigents - Wagner Jean-Baptiste, Wagner Hortense et Gillet Jean-Baptiste (n° 353). 1884-1895.	1 liasse
60	Entretien des indigents - Raulin Jean-Baptiste et Lamour Marie-Jeanne (n° 354). 1883-1904.	1 liasse
61	Entretien des indigents - Lambert-Mathieu Marie (n° 355). 1885-1887.	2 pièces
62	Domicile de secours - Pierrard Alfred (n° 356). 1884-1888.	1 liasse
63	Domicile de secours - Schair Joseph et Schair Pierre (n° 357). 1888-1897.	1 liasse
64	Entretien des indigents - Stainier Camille (n° 358). 1888.	1 liasse
65	Entretien des indigents - Pechon Nicolas (n° 359). 1888-1889.	1 liasse
66	Entretien des indigents - Toulmonde Pierre (n° 360). 1866-1892.	1 liasse
67	Entretien des indigents - Thiry Auguste (n° 361). 1888-1889.	1 liasse
68	Entretien des indigents - Mathias-Lebrun Louis-Augustin (n° 362). 1888-1889.	3 pièces
69	Entretien des indigents - Laurent Marie-Alphonsine, Laurent Amédée, Laurent Irma et les enfants d'Augustin Laurent et de Joséphine Bouillon (n° 363). 1887-1888.	1 liasse
70	Bouvy Gilles, Louche Joseph, Gribaumont Marie-Joseph, Mathieu Joseph et Liégeois Joseph (n° 364). 1875-1911.	1 liasse
71	Entretien des indigents - Raulin Augustin, Raulin Joséphine, Hubert Rosalie, Gillet Nicolas-Joseph, Lhimer Melchior, Sanvoisin Denis,	

---

	Reynert Marie-Josèphe et Muelle François (n° 365). 1863-1879.	1 liasse
72	Entretien des indigents - Divers (n° 366). 1858-1905.	1 liasse
73	Entretien des indigents - Remboursements de secours à des indigents étrangers à la commune (n° 367). 1888-1893.	1 liasse
74	Entretien des indigents - États de liquidations (n° 368). 1888-1911.	1 liasse
75	Entretien des indigents - Remboursements de secours de route accordés à des indigents ayant leur domicile à Saint-Léger (n° 369). 1878-1906.	1 liasse
76	Institut ophtalmique de Namur (n° 370). 1888-1898.	1 liasse
77	Indigents - Domicile de secours (n° 371). 1889-1911.	1 liasse
78	Orphelinat (n° 3712). [XIXe siècle].	2 pièces
79	Fonds commun (n° 372). 1889-1912.	1 liasse
80	Entretien des indigents - Zintz Émilie (n° 373). 1889-1905.	1 liasse
81	Entretien des indigents - Rossignol Joseph (n° 374). 1890-1912.	1 liasse
82	Entretien des indigents - Dujardin Jean-Baptiste (n° 375). 1883-1910.	1 liasse
83	Entretien des indigents - Thiry Jules (n° 376). 1890-1891.	1 liasse
84	Entretien des indigents - Sauvlet Jean-Baptiste (n° 377). 1891-1896.	1 liasse
85	Entretien des indigents - Demandes de secours (n° 378). 1892-1900.	

---

		1 liasse
86	Entretien des indigents - Petrement Paul-Adrien et Petrement Augustin (n° 379). 1888-1897.	1 liasse
87	Entretien des indigents - Petit Henri-Joseph (n° 380). 1892-1896.	1 liasse
88	Entretien des indigents - Mathey Philippe (n° 381). 1890-1903.	1 liasse
89	Entretien des indigents - Rongvaux Paulin (n° 382). 1895-1910.	1 liasse
90	Entretien des indigents - Les enfants Behin-Schroeder (n° 383). 1893-1898.	1 liasse
91	Entretien des indigents - Aliénés (n° 384). 1893-1911.	1 liasse
92	Répression de vagabondage - Maison de refuge (n° 385). 1893-1908.	1 liasse
93	Entretien des indigents - Dagremont Joseph (n° 386). 1895-1896.	1 liasse
94	Entretien des indigents - Les enfants Depienne-Thiry (n° 387). 1895-1896.	1 liasse
95	Hospices (n° 388). 1895-1902.	1 liasse
96	Entretien des indigents - Pechon Augustine (n° 389). 1896.	1 liasse
97	Entretien des indigents - Les enfants Dropsy-Derême (n° 390). 1898.	1 liasse
98	Successions vacantes (n° 391). 1901.	1 liasse
99	Société de secours mutuels (n° 392). 1900-1901.	1 liasse

---

100	Électricité (n° 395). [XXe siècle].	1 liasse
101	Autorisation de construire le long de la route provinciale (n° 416). 1850-1912.	1 liasse
102	Autorisation de construire à proximité des bois communaux (n° 417). 1861.	2 pièces
103	Autorisations de construire des usines (n° 418). 1847-1919.	1 liasse
104	Procès-verbaux d'information de <i>commodoet incommodo</i> (n° 419). 1844-1909.	1 liasse
105	Procès-verbaux d'expertise (n° 421). 1830-1899.	1 liasse
106	Pensions de vieillesse (n° 422). 1903-1911.	1 liasse
107	Diplômes de capacité électorale (n° 451). 1883-1891.	1 liasse
108	Examen de capacité électorale (n° 452). 1842-1892.	1 liasse
109	Réclamations électorales - Listes des recours (n° 481). 1882-1909.	1 liasse
110	Révision des listes électorales - Tableaux des arrêts de la Cour d'appel et arrêts de la députation permanente (n° 482). 1880-1911.	1 liasse
111	Révision des listes électorales - Notification des décisions du Collège (n° 483). 1878-1911.	1 liasse
112	Réclamations électorales - Nicolas Lambert et Nicolas Jean-Baptiste (n° 484). 1884-1885.	1 liasse
113	Réclamations électorales - Rousselle Émile (n° 485). 1886-1887.	1 liasse

- 
- 114 Réclamations électorales - Nicolas Albert (n° 486). 1884-1887.  
1 liasse
- 115 Réclamations électorales - Lamouche Léon (n° 1487). 1883-1887.  
1 liasse
- 116 Réclamations électorales - Bouvy Philippe-Joseph (n° 488). 1885-1886.  
1 liasse
- 117 Réclamations électorales - Monneau François (n° 489). 1886-1887.  
1 liasse
- 118 Réclamations électorales - Monneau Joseph (n° 490). 1886-1887.  
1 liasse
- 119 Réclamations électorales - Étienne Jean-François (n° 491). 1885-1887.  
1 liasse
- 120 Réclamations électorales - Clause Victor (n° 492). 1883-1885.  
1 liasse
- 121 Réclamations électorales - Petrement Jean-François (n° 493). 1885-1886.  
1 liasse
- 122 Réclamations électorales - Guillaume Jean-Pierre (n° 494). 1883-1886.  
1 liasse
- 123 Réclamations électorales - Fery Alexandre (n° 495). [XIXe siècle ?].  
1 pièce
- 124 Réclamations électorales - Pierre Michel (n° 496). 1886-1887.  
1 liasse
- 125 Réclamations électorales - Fayon Jean-Baptiste (n° 497). [XIXe siècle ?].  
1 pièce
- 126 Réclamations électorales - Lambert François-Joseph (n° 498). 1884-1886.  
1 liasse
- 127 Réclamations électorales - Diverses (n° 499). 1881-1888.  
1 liasse
- 128 Réclamations électorales - Déclarations de domicile (n° 500). 1883-

---

	1884.	1 liasse
129	Révision des listes électorales - Pièces produites à l'appui des demandes d'inscription et accusés de réception des listes électorales (n° 501). 1875-1909.	1 liasse
130	Élections générales (n° 502). 1894-1912.	1 liasse
131	Élections provinciales (n° 503). 1910.	2 pièces
132	Élections communales (n° 504). 1899-1911.	1 liasse
133	Élections - Matériel électoral (n° 505). 1900.	2 pièces
134	Administration communale - Procès-verbaux d'élections (n° 506). 1830-1907.	1 liasse
135	Révision des listes électorales - Vérification par le Juge de Paix (n° 508). 1894-1912.	1 liasse
136	Actes d'opposition en matière électorale (n° 509). 1894-1895.	1 liasse
137	Certificats de changement de résidence pour l'étranger - A à E (n° 551). 1863-1912.	1 liasse
138	Changement de résidence - Courrier (n° 555). 1897.	1 pièce
139	Gendarmerie (n° 586). 1861-1903.	1 liasse
140	Ventes de marchandises neuves - Demandes d'autorisation (n° 589). 1895-1912.	1 liasse
141	Décorations (n° 590). 1891-1911.	1 liasse
142	Successions vacantes (n° 591). 1890.	



---

		2 pièces
143	Sablières (n° 592). 1908-1912.	1 liasse
144	Matières explosives (n° 593). 1892-1908.	1 liasse
145	Pétrole - Débit et magasin (n° 593bis). 1868-1896.	1 liasse
146	Jury (n° 594). 1895-1913.	1 liasse
147	Voirie - Lebrun François (n° 596). 1909-1910.	1 liasse
148	Rage canine (n° 597). 1911-1912.	3 pièces
149	École libre adoptée (n° 598). 1912.	1 liasse
150	Emprise dans le jardin Dominicy (n° 599). 1909-1912.	1 liasse
151	Ancienne maison d'école des garçons (n° 600). 1912.	3 pièces
152	Pertenne Émile (n° 601). 1908.	3 pièces
153	Hygiène (n° 602). [XXe siècle ?].	2 pièces
154	Milice - Décisions (n° 621). 1850-1913.	1 liasse
155	Milice - Réclamations (n° 6212). 1897-1911.	1 liasse
156	Milice - Inventaires (n° 622). 1899-1910.	1 liasse
157	Milice - Incorporations (n° 623). 1873-1912.	1 liasse
158	Milice - Réfractaires et déserteurs (n° 624). 1874-1906.	1 liasse

- 
- |     |   |          |
|-----|---|----------|
| 159 | Milice - Extraits du registre matricule (n° 625). 1877-1909.  | 1 liasse |
| 160 | Milice - Changements de résidence de miliciens (n° 626). 1877-1900.   | 1 liasse |
| 161 | Milice - Autorisations de contracter mariage (n° 627). 1867-1883.   | 1 liasse |
| 162 | Milice - Listes des miliciens pour le tirage au sort (n° 628). 1881-1912.   | 1 liasse |
| 163 | Milice - Quittances par des miliciens et mandats (n° 629). 1889-1905.   | 1 liasse |
| 164 | Rémunération en matière de milice (n° 630). 1880-1905.  | 1 liasse |
| 165 | Milice - Congés (n° 631). 1872-1911.  | 1 liasse |
| 166 | Milice - Certificats divers (n° 632). 1863-1912.  | 1 liasse |
| 167 | Milice - Autorisations de résider à l'étranger (n° 633). 1878-1894.   | 1 liasse |
| 168 | Milice - Engagements (n° 634). 1885-1899.   | 1 liasse |
| 169 | Milice - Correspondance (n° 635). 1879-1912.  | 1 liasse |
| 170 | Milice - Inscription (n° 636). 1862-1912.   | 1 liasse |
| 171 | Milice - Listes des appels (n° 638). 1882-1913.   | 1 liasse |
| 172 | Registre aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion (n° 639). 1889-1905. | 1 cahier |
| 173 | Garde-civique (n° 640-6405). 1848-1894.   |          |

---

		1 liasse
174	Conseils de famille d'enfants mineurs (n° 643). 1905-1911.	1 liasse
175	Gardiennat du troupeau commun (n° 701). 1849-1857.	3 pièces
176	Pêche (n° 702). 1849-1909.	1 liasse
177	Chasse (n° 703). 1891-1910.	1 liasse
178	Agriculture (n° 704). 1843-1909.	1 liasse
179	Recensements industriel et agricole (n° 705). 1838-1912.	1 liasse
180	Conseil de l'Industrie et du Travail (n° 705bis). 1891-1895.	1 liasse
181	Recensement des chevaux (n° 706). 1877-1914.	1 liasse
182	Recensement des chiens (n° 707). 1873-1898.	1 liasse
183	Recensement de la population (n° 7072). 1890-1912.	1 liasse
184	Taxes provinciales (n° 7073). 1896-1909.	1 liasse
185	Abatages de chiens pour non-paiement de la taxe (n° 708). 1880-1911.	1 liasse
186	Experts de la contribution personnelle (n° 709). 1865-1873.	1 liasse
187	Fontaines publiques (n° 710). 1851-1902.	1 liasse
188	Pompes publiques (n° 711). 1896-1899.	1 liasse
189	Distribution d'eau (n° 712). 1870-1905.	

---

		1 liasse
190	Cours d'eau (n° 713),. 1848-1910.	1 liasse
191	Réquisitions militaires (n° 714). 1814-1826.	1 liasse
192	Vaccination (n° 715). 1820-1922.	1 liasse
193	Chemins vicinaux - Entretien (n° 716). 1888-1909.	1 liasse
194	Affaires diverses (n° 719). 1890-1911.	1 liasse
195	Chemin de Musson (n° 720). 1892-1894.	1 liasse
196	Accidents de travail (n° 722). 1895-1912.	1 liasse
197	Plantation de tabac (n° 723). 1896-1910.	1 liasse
198	Sentier de Pachin (n° 724). 1895-1896.	1 liasse
199	Aisances communales (n° 725). 1894-1899.	1 liasse
200	Affaire Deveaux-Denis (n° 725bis). 1906-1912.	1 liasse
201	Exploits d'huissiers (n° 726). 1880-1912.	1 liasse
202	Chemin - Dominicy Jean-Baptiste (n° 727). 1906-1907.	1 liasse
203	<i>C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE</i> Courriers envoyés au bourgmestre de Saint-Léger et ayant trait au produit des dons patriotiques adressés au gouvernement provisoire. 12 décembre 1830 - 14 décembre 1830.	2 pièces

- 
- 204 - 210 COPIES DE COURRIERS ENVOYÉS PAR LA COMMUNE.  
1886-1904.
- 204 1886-1888 (registre A). 1 volume
- 205 1888-1891 (registre B). 1 volume
- 206 1891-1894 (registre C). 1 volume
- 207 1894-1895 (registre 4). 1 volume
- 208 1896-1899 (registre 5). 1 volume
- 209 1899-1901 (registre 6). 1 volume
- 210 1901-1904 (registre 7). 1 volume
- 211 Registre-indicateur de la correspondance. 1945-1946. 1 volume
- 212 *D. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES, STATISTIQUES GÉNÉRALES*  
Rapport dressé par le commissaire d'arrondissement faisant suite à l'inspection du bureau communal. 4 juillet 1962. 2 pièces
- 213 Rapport annuel sur la situation des affaires de la commune. 1977. 1 cahier
- 214 *E. SÉRIES CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ, LE CONTENTIEUX ET LES ACTIONS EN JUSTICE*  
Brouillon d'une délibération du Conseil communal et d'une lettre adressée au procureur général de la Cour d'appel exposant une plainte à l'encontre du bourgmestre pour abus de pouvoir suite à ses agissements survenus le 21 mars 1892. [1892]. 3 pièces

---

215 - 226 DOSSIERS RELATIFS AUX LITIGES, CONTENTIEUX ET AUX ACTIONS EN JUSTICE QUI OPPOSENT LA COMMUNE À DES TIERS. 1892-1976.		
215	An. J. 1941-1944.	1 liasse
216	Be. G. 1932-1948.	1 liasse
217	Bo. J. 1892.	2 pièces
218	Bo. - Co. (époux). 1955.	1 liasse
219	Cl. A. 1949-1955.	1 liasse
220	De. J. et Be. A. 1969-1976.	1 liasse
221	Dr. (héritiers). 1964.	1 liasse
222	Ep. A. 1952-1953.	1 liasse
223	Ke. M. (veuve Lé.). 1941-1942.	1 liasse
224	Ma. R. et H. 1960.	1 liasse
225	Pe. J. 1952.	1 liasse
226	Ro. A. 1973.	1 pièce
227	Pièces ayant trait à l'affaire qui oppose Sc. - Mi. à Ro. 1956-1957.	1 liasse

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

#### 1. BOURGMESTRE

- 228 Correspondance générale et autres pièces conservées par le bourgmestre. 1831-1945. 1 liasse

### B. ORGANISATION DES SERVICES

#### 1. GESTION DES ARCHIVES COURANTES, INTERMÉDIAIRES ET STATIQUES

- 1224 Inventaire des registres, titres et pièces existant au bureau communal en juin 1883. 1883. 1 pièce

- 229 Liste des " vieux parchemins " appartenant à la commune de Saint-Léger et remise au commissaire d'arrondissement le 4 avril 1884. 1884. 1 pièce

- 1173 Courrier émanant du gouverneur informant le bourgmestre de l'inspection des archives communales par M. Lahaye, conservateur des Archives de l'État à Namur. 17 mars 1893. 1 pièce

#### 2. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES

- 230 Dossier relatif à la fourniture de mobilier pour le secrétariat communal. 1950. 1 liasse

### C. PERSONNEL DES SERVICES

#### 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 1174 Expédition d'un arrêté du gouverneur suspendant l'exécution de la délibération en date du 12 juin 1958, par laquelle le Conseil communal approuve un état d'honoraires de 1100 francs, présenté par Ernest Sosson, agent technique des Eaux et Forêts, à titre de rémunération pour la régie de plantations, expédition d'un arrêté de la députation permanente qui maintient la suspension prononcée et courrier afférent. 1958. 3 pièces

2. DOCUMENTS CONCERNANT LES COMITÉS DE CONCERTATION DE  
BASE ET ORGANES SIMILAIRES

- 231 Liste d'adhésions à l'Association des secrétaires communaux de l'arrondissement d'Arlon - Virton, initiée notamment par le secrétaire communal de Saint-Léger et destinée à préparer un projet de règlement. 1892. 1 pièce

3. DOCUMENTS CONCERNANT D'AUTRES DISPOSITIONS ET  
SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL

- 232 Dossier relatif au paiement des pensions des instituteurs communaux. 1876-1896. 1 liasse

- 233 États des mutations survenues dans la situation de la caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux. 1877-1881. 1 pièce et 3 cahiers



- 
- 234 III. GESTION DU PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER  
Documents concernant la vente, sur enchère publique, de cordes de bois façonnées dans la coupe communale destinée au chauffage. 1808-1809.  
2 cahiers
- 235 Plan graphique de l'aménagement des bois communaux divisés en 18 coupes. 1852.  
1 pièce
- 236 Extrait du registre aux déclarations de ventes mobilières concernant la vente publique de bois façonné pour charbon et bottes d'écorces à tan appartenant à la commune. 18 mars 1854.  
1 pièce
- 237 Dossier concernant l'affouage. 1856-1882.  
1 liasse
- 238 Plan géométrique d'une parcelle du bois communal, située au lieu-dit " Wachet ". 2 février 1857 - 6 février 1857.  
2 pièces
- 239 Plan représentant 98 parcelles de terrain communal, sises au lieu-dit " Conchibois ", cadastrées section C n° 358a, 359a et 359t, dont l'aliénation est projetée par l'administration locale et tableau des contenances afférentes. 1er juillet 1905.  
1 pièce
- 240 Plan représentant deux parcelles que la commune désire acheter à Firmin Feller-Lambinet pour l'élargissement des chemins n° 13 et 18. 1917.  
1 pièce
- 241 Carnet reprenant le nom, le prénom et la somme reçue dans le cadre de l'affouage de 1946. 1947.  
1 cahier
- 242 Avis d'enquête de commodo et incommodo concernant la demande introduite par René Dussart-Habran tendant à obtenir l'autorisation de construire un mur de soutènement sur le terrain communal dans le prolongement du mur mitoyen séparant les immeubles Dussart-Habran et Allarding-Delvaux. 27 février 1952.  
1 pièce
- 243 Plan indiquant une parcelle de terrain d'une contenance de 19 ares 55 cédée par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à la commune. 24 novembre 1962.

1 pièce

244

Copies d'actes de vente de terrains communaux aux lieux-dits " À Lackman ", " Devant le Bois de Vance " et " Au Chemin des Mines ". 1973-1975.

1 liasse

## IV. FINANCES ET FISCALITÉ

## A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

## 1. BUDGETS ET ANNEXES

245 - 268 BUDGETS. 1841-1911, 1973-1977.  
1841-1843.

245		3 pièces
246	1844-1846.	3 pièces
247	1847-1849.	3 pièces
248	1850-1852.	3 pièces
249	1853-1855.	3 pièces
250	1856-1858.	3 pièces
251	1859-1861.	3 pièces
252	1862-1864.	3 pièces
253	1865-1867.	3 pièces
254	1868-1870.	3 pièces
255	1871-1873.	3 pièces
256	1874-1876.	3 pièces
257	1877-1879.	3 pièces
258	1880-1882.	

---

		3 pièces
259	1883-1885.	3 pièces
260	1886-1888.	3 pièces
261	1889-1891.	3 pièces
262	1892-1894.	3 pièces
263	1895-1897.	3 pièces
264	1898-1900.	3 pièces
265	1901-1903.	3 pièces
266	1904-1906.	3 pièces
267	1907-1909.	3 pièces
268	1910-1911.	2 pièces
1225	1973.	1 cahier
1226	1974.	1 cahier
1227	1975.	1 cahier
1228	1976.	1 cahier
1229	1977.	1 cahier

---

*269 - 278 BUDGETS COMMUNAUX AFFICHÉS À TITRE  
D'INFORMATION POUR LES HABITANTS DE LA COMMUNE. 1884-  
1912.*

269	1884-1886.	3 pièces
270	1887-1889.	3 pièces
271	1890-1892.	3 pièces
272	1893-1895.	3 pièces
273	1896-1898.	3 pièces
274	1899-1901.	3 pièces
275	1902-1904.	3 pièces
276	1905-1907.	3 pièces
277	1908-1910.	3 pièces
278	1911-1912.	2 pièces
 <i>1230 - 1234 ANNEXES AUX BUDGETS. 1973-1977.</i>		
1230	1973.	1 cahier
1231	1974.	1 cahier
1232	1975.	1 cahier
1233	1976.	1 cahier

---

1234	1977.	1 cahier
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
279	279 - 280 REGISTRES DES MANDATS. 1846-1944. 1846-1874.	1 volume
280	1933-1944.	1 volume
281	281 - 305 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1952-1976. 1952.	1 liasse
282	1953.	1 liasse
283	1954.	1 liasse
284	1955.	1 liasse
285	1956.	1 liasse
286	1957.	1 liasse
287	1958.	1 liasse
288	1959.	1 liasse
289	1960.	1 liasse
290	1961.	1 liasse
291	1962.	1 liasse

---

292	1963.	1 liasse
293	1964.	1 liasse
294	1965.	1 liasse
295	1966.	1 liasse
296	1967.	1 liasse
297	1968.	1 liasse
298	1969.	1 liasse
299	1970.	1 liasse
300	1971.	1 liasse
301	1972.	1 liasse
302	1973.	1 liasse
303	1974.	1 liasse
304	1975.	1 liasse
305	1976.	1 liasse
1175	<i>1175 - 1176 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1959-1966.</i> 1959-1962.	1 volume
1176	1963-1966.	

1 volume

**306** 306 - 307 GRANDS-LIVRES DES RECETTES. 1959-1974.  
1959-1965.

1 volume

**307** 1967-1974.

1 volume

**308** 308 - 320 GRANDS-LIVRES DES RECETTES. 1962-1976.  
1962.

1 liasse

**309** 1965.

1 liasse

**310** 1966.

1 liasse

**311** 1967.

1 liasse

**312** 1968.

1 liasse

**313** 1969.

1 liasse

**314** 1970.

1 liasse

**315** 1971.

1 liasse

**316** 1972.

1 liasse

**317** 1973.

1 liasse

**318** 1974.

1 liasse

**319** 1975.

1 liasse



---

320 1976. 1 liasse

### 3. DOCUMENTS CONCERNANT LES EMPRUNTS

*321 - 322 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRUNTS OCTROYÉS PAR LE CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE À LA COMMUNE POUR DIVERS PROJETS. 1953-1954.*

321 Travaux de renforcement du réseau électrique. 1953. 1 liasse

322 Construction d'un bâtiment à mettre à disposition d'un industriel. 1954. 1 liasse

### 4. DOCUMENTS CONCERNANT LES SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

323 Dossier relatif à la superficie de la voirie communale à prendre en considération pour la répartition du fonds B du Fonds des communes. 1949-1971. 1 liasse

## *B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*

### 1. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR ORDINAIRE

324 *324 - 411 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1850-1976.*  
1850. 1 liasse

325 1851. 1 liasse

326 1852. 1 liasse

327 1853. 1 liasse

328 1854. 1 liasse

329 1855. 1 liasse

---

330	1856.	1 liasse
331	1857.	1 liasse
332	1858.	1 liasse
333	1859.	1 liasse
334	1860.	1 liasse
335	1861.	1 liasse
336	1862.	1 liasse
337	1863.	1 liasse
338	1864.	1 liasse
339	1865.	1 liasse
340	1869.	1 pièce
341	1871.	1 liasse
342	1872.	1 liasse
343	1873.	1 liasse
344	1874.	1 liasse
345	1875.	1 liasse
346	1876.	

---

		1 liasse
347	1877.	1 liasse
348	1878.	1 liasse
349	1879.	1 liasse
350	1880.	1 liasse
351	1882.	1 liasse
352	1883.	1 liasse
353	1884.	1 liasse
354	1885.	1 liasse
355	1886.	1 liasse
356	1888.	1 liasse
357	1889.	1 liasse
358	1891.	1 liasse
359	1892.	1 liasse
360	1893.	1 liasse
361	1894.	1 liasse
362	1895.	1 liasse

---

363	1896.	1 liasse
364	1897.	1 liasse
365	1898.	1 liasse
366	1899.	1 liasse
367	1900.	1 liasse
368	1901.	1 liasse
369	1902.	1 liasse
370	1903.	1 liasse
371	1904.	1 liasse
372	1905.	1 liasse
373	1906.	1 liasse
374	1908.	1 liasse
375	1909.	1 liasse
376	1910.	1 liasse
377	1912.	1 liasse
378	1913.	1 liasse

---

379	1916.	1 pièce
380	1917.	1 liasse
381	1918.	1 pièce
382	1919.	1 liasse
383	1920.	1 liasse
384	1923.	1 liasse
385	1924.	1 liasse
386	1925.	1 liasse
387	1926.	1 liasse
388	1927.	3 pièces
389	1928.	1 liasse
390	1930.	1 liasse
391	1931.	1 liasse
392	1932.	1 liasse
393	1933.	1 liasse
394	1934.	1 liasse
395	1936.	

---

		1 liasse
396	1940.	1 liasse
397	1941.	1 liasse
398	1942.	1 liasse
399	1943.	1 liasse
400	1944.	1 liasse
401	1945.	1 liasse
402	1956.	1 liasse
403	1968 (dépenses).	1 liasse
404	1968 (dépenses).	1 liasse
405	1974 (recettes).	1 liasse
406	1974 (dépenses).	1 liasse
407	1974 (dépenses).	1 liasse
408	1974 (dépenses).	1 liasse
409	1976 (recettes et dépenses).	1 liasse
410	1976 (dépenses).	1 liasse
411	1976 (dépenses).	1 liasse

---

<b>412</b>	<i>412 - 476 COMPTES COMMUNAUX. 1850-1979.</i> 1850.	1 cahier
<b>413</b>	1852.	1 cahier
<b>414</b>	1853.	1 cahier
<b>415</b>	1855.	1 cahier
<b>416</b>	1856.	1 cahier
<b>417</b>	1857.	1 cahier
<b>418</b>	1860.	1 cahier
<b>419</b>	1863.	1 cahier
<b>420</b>	1864.	1 cahier
<b>421</b>	1865.	1 cahier
<b>422</b>	1866.	1 cahier
<b>423</b>	1867.	1 cahier
<b>424</b>	1868.	1 cahier
<b>425</b>	1869.	1 cahier
<b>426</b>	1870.	1 cahier

---

427	1871.	1 cahier
428	1873.	1 cahier
429	1874.	1 cahier
430	1875.	1 cahier
431	1876.	1 cahier
432	1877.	1 cahier
433	1878.	1 cahier
434	1879.	1 cahier
435	1880.	1 cahier
436	1881.	1 cahier
437	1882.	1 cahier
438	1883.	1 cahier
439	1884.	1 cahier
440	1885.	1 cahier
441	1886.	1 cahier
442	1887.	1 cahier
443	1888.	



---

		1 cahier
444	1889.	1 cahier
445	1890.	1 cahier
446	1891.	1 cahier
447	1892.	1 cahier
448	1895.	1 cahier
449	1896.	1 cahier
450	1897.	1 cahier
451	1898.	1 cahier
452	1899.	1 cahier
453	1900.	1 cahier
454	1901.	1 cahier
455	1902.	1 cahier
456	1903.	1 cahier
457	1904.	1 cahier
458	1905.	1 cahier
459	1906.	1 cahier

460	1907.	1 cahier
461	1908.	1 cahier
462	1909.	1 cahier
463	1910.	1 cahier
464	1911.	1 cahier
465	1913.	1 cahier
1235	1951.	1 cahier
1236	1952.	1 cahier
1237	1953.	1 cahier
1238	1954.	1 cahier
1239	1955.	1 cahier
1240	1956.	1 cahier
1241	1957.	1 cahier
1242	1958.	1 cahier
1243	1959.	1 cahier
1244	1960.	1 cahier

---

1245	1961.	1 cahier
1246	1962.	1 cahier
1247	1963.	1 cahier
1248	1964.	1 cahier
1249	1965.	1 cahier
1250	1966.	1 cahier
1251	1967.	1 cahier
1252	1968.	1 cahier
466	1969.	1 cahier
467	1970.	1 cahier
468	1971.	1 cahier
469	1972.	1 cahier
470	1973.	1 cahier
471	1974.	1 cahier
472	1975.	1 cahier
473	1976.	1 cahier
474	1977.	

---

		1 cahier
475	1978.	1 cahier
476	1979.	1 cahier
	<i>477 - 488 COMPTES DES RECETTES ET DES DÉPENSES AFFICHÉS À TITRE D'INFORMATION POUR LES HABITANTS DE LA COMMUNE. 1851-1913.</i>	
477	1851.	1 pièce
478	1882.	1 pièce
479	1884-1886.	3 pièces
480	1887-1889.	3 pièces
481	1890-1892.	3 pièces
482	1893-1895.	3 pièces
483	1896-1898.	3 pièces
484	1899-1901.	3 pièces
485	1902-1904.	3 pièces
486	1905-1907.	3 pièces
487	1908-1910.	3 pièces
488	1913.	1 pièce

- 
2. DOCUMENTS CONCERNANT LES IMPOSITIONS ET TAXES
- 489 Matrice du rôle du cinquième à lever provisoirement sur le subsidé de l'an V pour la mairie de Saint-Léger. 19 février 1797 (1er ventôse an V).  
2 cahiers
- 490 Rôle des droits de patentes dus pour l'an XII. 24 septembre 1803 - 22 septembre 1804 (an XII).  
1 pièce
- 491 Extrait du rôle des contributions foncières, personnelles et mobilières et des portes et fenêtres de la commune, fait et arrêté par le Préfet du Département des Forêts et le Secrétaire général. 1814.  
1 pièce
- 1177 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune, tableau indicatif de la longueur des lignes, de l'ouverture des angles et des directions qui déterminent la véritable circonscription de la commune pour faire suite au procès-verbal de délimitation et procès-verbal de la division du territoire de la commune en sections. 1821-1822.  
1 cahier
- 1178 Croquis visuels des limites de la commune. 1822.  
1 cahier
- 492 - 502 PLANS CADASTRAUX PARCELLAIRES PRIMITIFS. 1822-1843.
- 492 Tableau d'assemblage du plan cadastral parcellaire.  
1 pièce
- 493 Section A, feuille 1 (n° 1-1651).  
1 pièce
- 494 Section A, feuille 2 (n° 1652-2410).  
1 pièce
- 495 Section A, feuille 3 (n° 2411-2938).  
1 pièce
- 496 Section A, feuille 4 (n° 2939-2956).  
1 pièce
- 497 Section A, feuille 5 (n° 2957-2968).  
1 pièce

---

498	Section B, feuille 1 (n° 1-48).	1 pièce
1179	Section B, feuille 2 (n° 49-856).	1 pièce
499	Section B, feuille 3 (n° 857-1116).	1 pièce
500	Section C, feuille 1 (n° 1-359).	1 pièce
501	Section C, feuille 2 (n° 360-1002).	1 pièce
502	Section C, feuille 3 (n° 1003-1227).	1 pièce
1180	Matrices du rôle pour la contribution foncière des propriétés bâties, et celles des portes et fenêtres, matrice du rôle pour la contribution foncière de la commune rédigée en conformité des instructions sur le cadastre et table alphabétique des propriétaires compris dans la matrice cadastrale. 1825-1827.	1 volume
	<i>503 - 505 RÔLES DE RÉPARTITION DES TRAVAUX À EXÉCUTER DANS LA COMMUNE, DRESSÉS EN CONFORMITÉ DU RÈGLEMENT DU 12 AOÛT 1822, APPROUVÉ PAR ARRÊTÉ ROYAL DU 3 MARS 1824. 1825-1834.</i>	
503	1825.	1 cahier
504	1827.	1 cahier
505	1834.	1 cahier
506	Rôle matrice de la répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins vicinaux de la commune, dressé en conformité du règlement approuvé par l'arrêté royal du 3 mars 1824. 1827.	1 cahier
507	Liste des contribuables portés aux rôles primitifs de l'impôt foncier, de la contribution personnelle et du droit de patente pour 15 francs	

---

	au moins. 1841.	1 pièce
1181	Livre journal des mutations de la commune déclarées ou constatées depuis le 15 septembre 1840 jusqu'au 15 septembre 1841, pour servir à former la matrice sommaire pour 1842. 1841.	1 cahier
1182	Tableaux indicatifs primitifs des propriétaires et des propriétés foncières non-bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluation cadastrales. 1845.	1 volume
1183	<i>1183 - 1195 CROQUIS D'ARPENTAGE DES NOUVELLES PARCELLES RÉSULTANT DE CHANGEMENTS DE LIMITES. 1845-1857.</i> 1845.	1 cahier
1184	1846.	1 cahier
1185	1847.	1 cahier
1186	1848.	1 cahier
1187	1849.	1 cahier
1188	1850.	1 cahier
1189	1851.	1 cahier
1190	1852.	1 cahier
1191	1853.	1 cahier
1192	1854.	1 cahier
1193	1855.	1 cahier

---

1194	1856.	1 cahier
1195	1857.	1 cahier
1196	<i>1196 - 1197 ÉTATS DES COPROPRIÉTAIRES DES PROPRIÉTÉS POSSÉDÉES PAR INDIVIS. 1846-1947.</i> Volume 1. 1847-1944.	1 volume
1197	Volume 2. 1846-1947.	1 volume
508	Plans cadastraux supplémentaires. [1854-1916 ?].	3 pièces
1198	États des parcelles à expertiser. 1867-1877.	1 liasse
1199	Registre aux réclamations. 1877.	1 cahier
509	État des patentables cotisés, pour l'année entière, dans les rôles de 1878, de 1877 et de 1876, d'après le tableau n° 11 annexé à la loi du 21 mai 1819. 1878.	1 pièce
510	État présentant les cotisations à la contribution personnelle de l'année 1878, qui doivent subir une modification par application de l'article 4 de la loi du 26 août 1878, et la partie de ces cotisations maintenue ensuite de cette loi. 1878.	1 pièce
511	Avertissements-extraits du rôle des contributions directes. 1882-1891.	1 liasse



512 - 522 EXTRAITS DES RÔLES INDIQUANT LES CONTRIBUTIONS DIRECTES IMPOSÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS OU POUR LA SECONDE FOIS ET ATTEIGNANT AU MOINS LE CENS COMMUNAL, AINSI QUE LES DEMANDES D'IMPOSITION ATTEIGNANT AU MOINS LE MÊME CENS, QUI, AYANT ÉTÉ REJETÉES PAR LE DIRECTEUR, ONT FAIT L'OBJET D'UN RECOURS DEVANT LA COUR D'APPEL. 1882-1893.

512	1882.	2 cahiers
513	1883.	2 cahiers
514	1884.	1 cahier
515	1885.	1 cahier
516	1886.	1 cahier
517	1888.	1 cahier
518	1889.	1 cahier
519	1890.	1 cahier
520	1891.	1 cahier
521	1892.	1 cahier
522	1893.	2 pièces

523 - 524 RÔLES DES TAXES PROVINCIALES SUR LES CHIENS ET SUR LES DÉBITS, EN DÉTAIL, DE BOISSONS ALCOOLIQUES ET DE TABACS. 1874-1896.

523	1874.	1 cahier
-----	-------	----------

---

524	1896.	1 pièce
	<i>525 - 543 DOUBLES DES RÔLES DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. 1875-1893.</i>	
525	1875.	1 cahier
526	1876.	1 cahier
527	1877.	1 pièce et 1 cahier
528	1878.	1 pièce et 1 cahier
529	1879.	1 cahier
530	1880.	1 cahier
531	1881.	1 pièce et 1 cahier
532	1882.	2 pièces et 1 cahier
533	1883.	3 pièces et 1 cahier
534	1884.	2 pièces et 1 cahier
535	1885.	1 pièce et 1 cahier
536	1886.	2 cahiers
537	1887.	1 pièce et 1 cahier
538	1888.	1 pièce et 1 cahier

---

539	1889.	1 pièce et 1 cahier
540	1890.	1 pièce et 1 cahier
541	1891.	1 pièce et 1 cahier
542	1892.	1 cahier
543	1893.	1 pièce et 1 cahier
544	Extrait du tableau des ministres des cultes, salariés par l'État, qui sont imposés au droit de patente pour 1881 et courrier afférent. 3 juin 1881.	1 pièce
545	Relevé, par ordre alphabétique, des contribuables dont l'imposition à la contribution personnelle pour l'exercice 1889 est considérée comme non avenue pour les deux derniers trimestres de cet exercice, et ne compte pas dans la formation du cens électoral, conformément à l'article 21 de la loi du 9 août 1889. 1889.	1 pièce
546	Extraits de déclarations de patentes. 1890-1891.	2 pièces
	<i>547 - 554 DOUBLES DES RÔLES DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE, DE LA CONTRIBUTION PERSONNELLE SUR LA VALEUR LOCATIVE, LES PORTES ET LES FENÊTRES ET LE MOBILIER AINSI QUE SUR LE DROIT DE PATENTE. 1894-1901.</i>	
547	1894.	1 cahier
548	1895.	1 liasse
549	1896.	1 liasse
550	1897.	1 liasse
551	1898.	

---

		1 cahier
552	1899.	1 cahier
553	1900.	1 cahier
554	1901.	1 cahier
1200	Croquis visuels des propriétés bâties à expertiser. [XIXe siècle].	1 pièce
555	Plans parcellaires du lieu-dit " Conchibois ". [XIXe siècle ?].	2 pièces
	<i>1201 - 1208 MATRICES CADASTRALES DES PROPRIÉTAIRES ET DES PROPRIÉTÉS FONCIÈRES NON BÂTIES ET BÂTIES, RENSEIGNANT LES PERSONNES QUI JOUISSENT DE DROITS RÉELS D'USUFRUIT, D'EMPHYTÉOSE ET DE SUPERFICIE, AINSI QUE LE REVENU NET IMPOSABLE À LA CONTRIBUTION FONCIÈRE. [XIXE - XXE SIÈCLES].</i>	
1201	Volume 11 (art. 1-221).	1 volume
1202	Volume 12 (art. 222-474).	1 volume
1203	Volume 2 (art. 475-642).	1 volume
1204	Volume 3 (art. 643-973).	1 volume
1205	Volume 4 (art. 974-1275).	1 volume
1206	Volume 5 (art. 1276-1590).	1 volume
1207	Volume 6 (art. 1591-1911).	1 volume
1208	Volume 7 (art. 1912-2157).	1 volume
1209	Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice	

---

cadastrale. [1914 ?]-1925.

1 volume

- 556** Dossier ayant trait à l'établissement d'une taxe communale sur les spectacles et les divertissements. 1949-1954.  
1 liasse
- 557** Avis d'enquête de commodo et incommodo par lequel le Conseil communal tend à obtenir l'autorisation nécessaire pour percevoir un droit de raccordement ainsi qu'une taxe annuelle sur les égouts. 10 novembre 1954.  
1 pièce
- 558** Copies conformes d'arrêtés du gouverneur de la province approuvant les délibérations du Conseil communal ayant trait aux additionnels communaux au principal du précompte immobilier. 1970-1974.  
1 liasse
- 559** Expédition conforme d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et arrêté du gouverneur concernant la modification du taux de la taxe sur l'enlèvement des immondices. 1971-1972.  
2 pièces

## V. ÉTAT CIVIL

## A. GÉNÉRALITÉS

- 560 Invitation envoyée par le Collège électoral à des administrés afin qu'ils viennent remplir, le 29 octobre 1878, les fonctions de scrutateur au bureau qui siège à l'hôtel de ville lors des élections communales. 1878. 1 liasse

## B. DOCUMENTS CONCERNANT LES CIMETIÈRES ET LES FUNÉRAILLES

- 561 Registre destiné à recevoir les délibérations du Conseil communal concernant les concessions de sépulture. 24 décembre 1909 - 12 juin 1923. 1 volume
- 562 Dossier ayant trait aux concessions de sépultures. 1949-1973. 1 liasse

## C. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

- 563 Extraits d'actes de l'état civil émanant d'autres communes. 1805 (7 prairial an XIII)-1911. 1 liasse
- 564 Aide-mémoire de l'échevin de l'état civil rédigé pour le mariage de Jean-Baptiste Dieudonné et Marie-Barbe Mathieu et acte de publication de mariage concernant cette union. 1892. 2 pièces
- 565 Extrait du registre aux déclarations de nationalité et courrier ayant trait à l'octroi de la nationalité belge à Paul-Alexandre Chaulot. 1894. 2 pièce

## VI. POPULATION

## A. GÉNÉRALITÉS

566 - 598 RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES AYANT TRAIT AU  
MOUVEMENT DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1942-1974.  
1942.

566		1 liasse
567	1943.	1 liasse
568	1944.	1 liasse
569	1945.	1 liasse
570	1946.	1 liasse
571	1947.	1 liasse
572	1948.	1 liasse
573	1949.	1 liasse
574	1950.	1 liasse
575	1951.	1 liasse
576	1952.	1 liasse
577	1953.	1 liasse
578	1954.	1 liasse
579	1955.	1 liasse

580	1956.	1 liasse
581	1957.	1 liasse
582	1958.	1 liasse
583	1959.	1 liasse
584	1960.	1 liasse
585	1961.	1 liasse
586	1962.	1 liasse
587	1963.	1 liasse
588	1964.	1 liasse
589	1965.	1 liasse
590	1966.	1 liasse
591	1967.	1 liasse
592	1968.	1 liasse
593	1969.	1 liasse
594	1970.	1 liasse
595	1971.	1 liasse



---

596	1972.	1 liasse
597	1973.	1 liasse
598	1974.	1 liasse
599	Exposé relatif à l'inspection des registres de la population et plus spécialement au contrôle et à l'enregistrement des mutations, la tenue de l'index alphabétique et le contrôle des cartes d'identité. 30 juillet 1957.	1 liasse
600	Rapport dressé suite à l'inspection des registres de la population, du registre des étrangers et des listes de milice de la commune. 3 juillet 1962.	1 cahier

*B. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS  
CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION*

601	601 - 631 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1970. 1847-1856 (1-259).	1 volume
602	1847-1856 (265-528).	1 volume
603	1857-1866 (1-249).	1 volume
604	1857-1866 (250-497).	1 volume
605	1867-1880 (1-119).	1 volume
606	1867-1880 (120-238).	1 volume
607	1867-1880 (239-357).	1 volume
608	1881-1890 (141-305).	1 volume

---

609	1881-1890 (1-140).	1 volume
610	1891-1900 (1-150).	1 volume
611	1901-1910 (1-286).	1 volume
612	1901-1910 (407-676).	1 volume
613	1911-1920 (1-250).	1 volume
614	1911-1920 (251-500).	1 volume
615	1911-1920 (501-750).	1 volume
616	1921-1930 (1-250).	1 volume
617	1921-1930 (251-500).	1 volume
618	1921-1930 (501-750).	1 volume
619	1931-1947 (1-150).	1 volume
620	1931-1947 (151-300).	1 volume
621	1931-1947 (301-450).	1 volume
622	1931-1947 (451-600).	1 volume
623	1931-1947 (601-750).	1 volume
624	1948-1960 (1-150).	1 volume

---

625	1948-1960 (151-300).	1 volume
626	1948-1960 (451-600).	1 volume
627	1948-1960 (301-450).	1 volume
628	1961-1970 (1-323).	1 volume
629	1961-1970 (331-590).	1 volume
630	1961-1970 (591-859).	1 volume
631	1961-1970 (folios n° 875-1200).	1 volume
632	632 - 642 INDEX ALPHABÉTIQUES AUX REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1981. 1847-1856.	1 volume
633	1857-1866.	1 volume
634	1867-1880.	1 volume
635	1881-1890.	1 volume
636	1891-1900.	1 volume
637	1911-1920.	1 volume
638	1921-1930.	1 volume
639	1931-1947.	1 volume

---

640	1947-1961.	1 volume
641	1961-1970.	1 volume
642	1971-1981.	1 volume
643	Certificats de changement de résidence. 1849-1909.	1 liasse
644	644 - 646 REGISTRES DES ENTRÉES DE LA POPULATION. 1901-1976. 1901-1947.	1 volume
645	1948-1974.	1 volume
646	1975-1976.	1 volume
647	647 - 649 REGISTRES DES SORTIES DE LA POPULATION. 1901-1976. 1901-1947.	1 volume
648	1948-1972.	1 volume
649	1973-1976.	1 volume
650	Registre des étrangers. 1929-1938.	1 volume
651	<i>C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Fiches de dépouillement des bulletins de ménage complétés dans le cadre du recensement général de la population au 31 décembre 1866. [1867].	1 liasse
652	Tableaux présentant les résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970 dans la commune. [1975].	1 cahier

*D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*

- 653** Registre destiné à l'inscription des personnes qui ont reçu une carte de travailleur frontalier. 1929-1949. 1 volume
- 654** Registre de contrôle des certificats d'inscription pour étrangers. 24 février 1966 - 4 mai 1984. 1 volume
- 655** Registre de contrôle des cartes d'identité pour étrangers. 1966-1984. 1 volume
- 656** Cartes de séjour de ressortissants d'un État membre de la C.E.E. 1971-1984. 1 volume

## VII. ÉLECTIONS

## A. GÉNÉRALITÉS

- 657 Tableaux constatant la remise des lettres de convocation aux électeurs. 1884-1885. 3 pièces
- 658 Fiches nominatives de convocation aux élections communales du 24 novembre 1946. 1946. 1 liasse
- 659 Affiche et autres pancartes apposées dans ou à proximité du bureau de vote lors d'élections législatives. [Début XXe siècle]. 1 liasse

## B. DOCUMENTS CONCERNANT LES PERSONNES ÉLIGIBLES ET LES CANDIDATS

- 660 Procès-verbal arrêtant les listes des candidats auxquels les suffrages peuvent être donnés pour les élections communales du 25 octobre 1881. 20 octobre 1881. 1 pièce
- 661 Brouillon de proposition de candidats pour l'élection communale du 19 octobre 1884. 13 octobre 1884. 1 pièce

## C. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 662 Liste des personnes aptes à être jurés. 1832. 1 pièce
- 663 Liste alphabétique des citoyens habitant la commune et qui d'après les articles 7, 8, 9 et 10 de la loi communale, réunissent les conditions requises pour concourir à l'élection des membres du Conseil communal. 15 avril 1841. 1 pièce
- 664 664 - 678 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1875-1937. 1875. 1 pièce
- 665 1877. 1 pièce

---

666	1896-1897.	1 cahier
667	1897-1898.	1 cahier
668	1898-1899.	1 cahier
669	1899-1900.	1 cahier
670	1900-1901.	1 cahier
671	1901-1902.	1 cahier
672	1902-1903.	1 cahier
673	1903-1904.	1 cahier
674	1905-1906.	1 cahier
675	1906-1907.	1 cahier
676	1907-1908.	2 cahiers
677	1910-1911.	1 cahier
678	1935-1937.	1 cahier
	679 - 681 LISTES ALPHABÉTIQUES DES CITOYENS DE LA COMMUNE QUE LA LOI APPELLE À PARTICIPER À L'ÉLECTION DES MEMBRES DES CHAMBRES LÉGISLATIVES, DU CONSEIL PROVINCIAL ET DU CONSEIL COMMUNAL. 1876 - [XXE SIÈCLE].	
679	1876.	2 pièces
680	1877.	

---

		1 pièce
681	[XXe siècle].	1 pièce
682	Liste des vingt électeurs de la section les moins âgés parmi ceux ayant au moins quarante ans et jouissant du triple vote ou subsidiairement du second vote. 24 septembre 1894.	1 pièce
683	Liste d'appel des électeurs du 13e bureau électoral dressée dans le cadre des élections législatives du 14 octobre 1894. [1894].	1 cahier
684	Listes des électeurs pour la Chambre des représentants et pour le Sénat. 1894-1895.	1 pièce et 5 cahiers
685	Liste des électeurs pour le Conseil provincial et pour le Sénat. 1894-1895.	1 cahier
686	Liste des électeurs pour la Chambre des représentants. 1895.	1 cahier
687	Listes des électeurs pour la Chambre des représentants, le Sénat et la Province. 1895-1896.	2 cahiers
688	688 - 689 LISTES DES ÉLECTEURS COMMUNAUX. 1895-1921. 1895-1896.	3 cahiers
689	1920-1921.	1 cahier
690	690 - 691 LISTES DES ÉLECTEURS. 1932-1937. Femmes. 1932-1933.	1 cahier
691	Hommes. 1936-1937.	1 cahier
1210	Dossier relatif à l'établissement des listes de jurés. 1952-1969.	1 liasse



---

692	692 - 693 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET AUX CONSEILS COMMUNAUX. 1966-1971. 1966-1968.	1 cahier
693	1969-1971.	1 cahier
<i>D. DOCUMENTS CONCERNANT LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES</i>		
1211	Réclamation relative à l'élaboration des listes électorales. 12 août 1831.	1 pièce
694 - 708 LISTES ALPHABÉTIQUES DES CITOYENS DE LA COMMUNE QUE LA LOI APPELLE À PARTICIPER À L'ÉLECTION DES MEMBRES DES CHAMBRES LÉGISLATIVES, DU CONSEIL PROVINCIAL ET DU CONSEIL COMMUNAL PRODUITES DANS LE CADRE DES RÉVISIONS. 1873-1892.		
694	1873.	1 cahier
695	1874.	1 cahier
696	1875.	1 cahier
697	1878.	2 pièces
698	1881.	1 liasse
699	1883.	3 pièces
700	1884.	1 liasse
701	1885.	1 liasse
702	1886.	

---

		1 liasse
703	1887.	1 liasse
704	1888.	1 liasse
705	1889.	1 liasse
706	1890.	1 liasse
707	1891.	1 liasse
708	1892.	1 liasse
709	Liste supplémentaire des électeurs de la commune, admis ou rayés depuis le 14 août 1876. 1876.	1 pièce
1212	Pièces diverses produites dans le cadre des révisions des listes électorales. 1881-1937.	1 liasse
710	Extraits des doubles des rôles envoyés par le receveur des contributions directes d'Arlon, conformément à l'article 45 des lois électorales coordonnées, concernant des personnes domiciliées à Saint-Léger. 1882.	1 liasse
1213	Courrier envoyé par le cours des Contributions directes, douanes et accises au bourgmestre concernant la réforme électorale pour la province et la commune. 11 octobre 1883.	1 pièce
711	711 - 714 LISTES DRESSÉES EN EXÉCUTION DE LA LOI DU 24 AOÛT 1883. 1883-1884. Liste alphabétique des électeurs capacitaires pour la province et la commune à dresser du 1er au 14 octobre 1883 (n° 1), 1883.	1 pièce
713	Liste supplémentaire des diplômés qui n'auront pas atteint l'âge de 21 ans avant le 1er mai 1884 (n° 2bis), 1884.	

---

		1 pièce
714	Liste générale comprenant la liste des électeurs censitaires et les deux listes d'électeurs capacitaires (n° 3), [1884].	1 cahier
715	Pièces ayant trait aux demandes introduites par certains administrés afin d'obtenir leur inscription sur les listes des électeurs. 1885-1892.	1 liasse
716	Registre des incapacités électorales tenu en exécution de l'article 64 du code électoral. 31 juillet 1891 - 25 septembre 1935.	1 volume
717	717 - 721 RELEVÉS DES ACTES CIVILS PUBLICS SOUS SEING PRIVÉ ET DES JUGEMENTS ENREGISTRÉS CONSTATANT DES MUTATIONS D'IMMEUBLES SITUÉS DANS LA COMMUNE. 1893-1903. 1893-1894.	1 cahier
718	1894-1895.	1 cahier
719	1896-1897.	1 cahier
720	1897-1898.	1 cahier
721	1902-1903.	1 cahier
722	722 - 741 FICHES DE CITOYENS BELGES PAR LA NAISSANCE OU LA GRANDE NATURALISATION, QUI ÂGÉS DE 25 ANS AU MOINS OU QUI AURAIENT ATTEINT CET ÂGE À LA DATE DU 1ER MAI 1894, ET QUI, DEPUIS LE 1ER AOÛT 1892 AU MOINS, ONT DANS LA COMMUNE UN DOMICILE EFFECTIF, EMPORTANT LA RÉSIDENCE ET SONT OU AURAIENT DÛ ÊTRE RENSEIGNÉS DANS LES REGISTRES DE POPULATION. 1894. A.	1 liasse
723	B.	1 liasse

---

724	C.	1 liasse
725	D.	1 liasse
726	E.	1 pièce
727	F.	1 liasse
728	G.	1 liasse
729	H.	1 liasse
730	J.	1 liasse
731	K.	1 liasse
732	L.	1 liasse
733	M.	1 liasse
734	N.	1 liasse
735	P.	1 liasse
736	R.	1 liasse
737	S.	1 liasse
738	T.	1 liasse
739	V.	1 liasse
740	W.	

---

		1 liasse
741	Z.	1 liasse
742	Liste des électeurs âgés de plus de 25 ans disposant du droit de vote universel. [1894].	1 pièce
743	Relevés des maisons et bâtiments nouvellement construits, reconstruits ou agrandis, dressés dans le cadre des élections. 1894-1896.	2 pièces
744	Registre spécial des décisions prises en séance publique du Collège des bourgmestre et échevins sur toutes les réclamations et séparément sur chaque affaire. 1894-1896.	1 volume
745	Procès-verbal de vérification des listes électorales par rapport aux incapacités. 10 octobre 1911.	1 pièce
746	Registre spécial aux délibérations du Collège échevinal concernant les réclamations électorales. 1912-1920.	1 volume
1214	Liste des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et conseils communaux produite dans le cadre de la révision de 1971. 1971.	1 cahier
747	Avis de radiation des listes électorales dressé en vue de la révision des listes de 1973. 1971.	1 pièce
	<i>E. DOSSIERS DES ÉLECTIONS</i>	
1215	Procès-verbal de l'assemblée des électeurs généraux de la 17e section du canton de Virton dressé lors des élections législatives du 2 juin 1912. 1912.	1 pièce
1216	Expéditions conformes d'arrêtés de la Députation permanente du Conseil provincial et correspondance concernant la validation des opérations électorales ayant eu lieu dans la commune. 1958-1970.	1 liasse

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

## 1. MILICE ET VOLONTAIRES

748 - 773 LISTES ALPHABÉTIQUES DES INSCRITS. 1815-1923.  
1815.

748		1 cahier
749	1816.	2 cahiers
750	1817.	4 cahiers
751	1818.	1 cahier
752	1819.	1 cahier
753	1820.	1 cahier
754	1821.	1 cahier
755	1822.	1 cahier
756	1823.	1 cahier
757	1824.	1 cahier
758	1825.	1 cahier
759	1826.	1 cahier
760	1827.	1 cahier
761	1829.	

---

		1 cahier
762	1830.	1 cahier
763	1901.	1 cahier
764	1902.	1 cahier
765	1903.	1 cahier
766	1904.	1 cahier
767	1906.	1 cahier
768	1908.	1 cahier
769	1909.	1 cahier
770	1910.	1 cahier
771	1914.	2 cahiers
772	1915.	1 cahier
773	1923.	1 pièce
	<i>774 - 807 REGISTRES D'INSCRIPTION POUR LA MILICE NATIONALE. 1815-1923.</i>	
774	1815.	1 cahier
775	1817.	4 cahiers
776	1818.	

---

		1 cahier
777	1819.	1 cahier
778	1820.	1 cahier
779	1821.	1 cahier
780	1822.	1 cahier
781	1823.	1 cahier
782	1824.	1 cahier
783	1825.	1 cahier
784	1826.	1 cahier
785	1827.	1 cahier
786	1828.	1 cahier
787	1829.	1 cahier
788	1830.	1 cahier
789	1831-1857.	1 volume
790	1858-1868.	1 volume
791	1869-1878.	1 volume
792	1879-1890.	1 volume



---

793	1891-1900.	1 volume
794	1901.	1 cahier
795	1902.	1 cahier
796	1903.	1 cahier
797	1904.	1 cahier
798	1905.	1 cahier
799	1906.	1 cahier
800	1909.	1 cahier
801	1910.	1 cahier
802	1911.	1 cahier
803	1913.	1 cahier
804	1915.	1 cahier
805	1920.	1 cahier
806	1922.	1 cahier
807	1923.	1 cahier

*808 - 815 RELEVÉS NOMINATIFS DES HOMMES APPARTENANT À LA COMMUNE QUI ONT ÉTÉ DÉSIGNÉS POUR LE SERVICE PAR LE CONSEIL DE MILICE, SIÉGEANT À NEUFCHÂTEAU, ET SE SONT PRÉSENTÉS À MONSIEUR LE GOUVERNEUR, EN EXÉCUTION DU CONTINGENT IMPOSÉ POUR LA COMMUNE. 1817-1825.*

808	1817.	1 pièce
809	1818.	1 pièce
810	1820.	2 pièces
811	1821.	2 pièces
812	1822.	1 pièce
813	1823.	1 pièce
814	1824.	1 pièce
815	1825.	1 pièce

*816 - 837 RELEVÉS NOMINATIFS DES PERSONNES APPARTENANT À LA COMMUNE QUI ONT ÉTÉ EXEMPTÉES DU SERVICE POUR UNE ANNÉE OU DÉFINITIVEMENT. 1817-1849.*

816	1817.	1 pièce
817	1818.	1 pièce
818	1819.	1 pièce
819	1820.	1 pièce
820	1821.	1 pièce

---

821	1822.	1 pièce
822	1823.	1 pièce
823	1824.	1 pièce
824	1825.	1 pièce
825	1826.	1 pièce
826	1827.	1 pièce
827	1828.	1 pièce
828	1829.	1 pièce
829	1830.	1 pièce
830	1835.	1 pièce
831	1836.	1 pièce
832	1837.	1 pièce
833	1839.	1 pièce
834	1840.	1 pièce
835	1841.	1 pièce
836	1842.	1 pièce

- 
- 837 1849. 1 pièce
- 838 - 839 *REGISTRES CONTENANT LES NOMS DES MILICIENS ARRIVÉS DANS LA COMMUNE, PAR CONGÉ LIMITÉ OU ILLIMITÉ. 1819-1851.*
- 838 1819-1820. 2 cahiers
- 839 1843-1851. 1 volume
- 840 États nominatifs des miliciens de la commune qui, n'ayant obtenu qu'une exemption provisoire, sont dans le cas de justifier de nouveau des droits qu'ils peuvent encore y avoir, et doivent par conséquent être reportés sur la liste alphabétique, à la suite des jeunes gens qui, au 1er janvier prochain, auront atteint leur 19<sup>e</sup> année. 1822-1825. 1 liasse
- 841 États nominatifs des miliciens de la commune qui, porteurs de numéros dépassés, sont dans le cas de justifier de nouveau, de leurs droits à l'exemption, et doivent par conséquent être reportés sur la liste alphabétique, et non sur le registre d'inscription, à la suite des jeunes gens qui, au 1er janvier prochain auront atteint leur 19<sup>e</sup> année. 1827-1843. 1 liasse
- 842 Extrait des relevés nominatifs des miliciens qui, au premier janvier 1829, " manquent aux différents bataillons ou régiments de Milice, et qui, conformément à l'article 20 de la loi, doivent être remplacés par d'autres ". 28 janvier 1829. 1 pièce
- 843 Relevés nominatifs des miliciens de la commune qui ont été incorporés. 1832-1869. 1 liasse
- 844 Extrait du registre de tirage au sort de la commune pour la levée de 1840. 25 mars 1840. 1 pièce
- 845 Registre d'inscription des actes de publications des exemptions ou exclusions prononcées par le Conseil de milice et par la Députation permanente du Conseil provincial. 1871-1891. 1 cahier

---

846	Registre des militaires en permission ou en congé illimité. 1873-1893.	1 liasse
847	" Cartouches " de miliciens ayant satisfait aux obligations qui leur étaient imposées par les lois. 1876-1894.	1 liasse
848	Extraits du registre matricule des sous-officiers et soldats relatifs à l'envoi en congé illimité de Nicolas-Joseph Debeffe dit " Roquet ", maréchal des logis, et de Jean Bouvy, sergent. 1883.	2 pièces
849	État des volontaires, des élèves de l'École militaire et des remplaçants de frère qui, à la date du 1er janvier 1902, sont appelés à concourir au tirage au sort pour la levée de la milice et courrier afférent. 1901.	2 pièces
850	850 - 858 LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1901-1914. 1901.	1 pièce
851	1902.	1 pièce
852	1903.	1 pièce
853	1904.	1 pièce
854	1905.	1 pièce
855	1906.	1 pièce
856	1910.	1 pièce
857	1911.	1 pièce
858	1914.	1 pièce et 2 cahiers

---

1217	États des miliciens dont l'exemption ou l'exclusion a été prononcée et liste des appels tendant à obtenir des exemptions ou à faire prononcer l'exclusion. 1909-1910.	1 liasse
859	État des miliciens du canton de Saint-Léger que le Conseil de milice a exemptés ou exclus dans sa séance du 31 août 1910 dans le cadre de la levée de 1911. 1910.	1 pièce
860	Avis du Collège des bourgmestre et échevins appelant l'attention des inscrits pour la levée de 1914 et des ajournés des levées antérieures, sur les nouvelles causes d'exemption que consacre la loi du 30 août sur la milice. 30 octobre 1913.	1 pièce
861	<i>861 - 910 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1914-1968.</i> 1914.	1 liasse
862	1919.	1 pièce
863	1920.	1 liasse
864	1921.	2 pièces
865	1923.	1 liasse
866	1924.	1 liasse
867	1925.	1 liasse
868	1926.	1 liasse
869	1927.	1 liasse
870	1928.	1 liasse

---

871	1929.	1 liasse
872	1930.	1 liasse
873	1931.	1 liasse
874	1932.	1 liasse
875	1933.	1 liasse
876	1934.	1 liasse
877	1935.	1 liasse
878	1936.	1 liasse
879	1937.	1 liasse
880	1938.	1 liasse
881	1939.	1 liasse
882	1940.	1 liasse
883	1941.	1 liasse
884	1942.	1 liasse
885	1943.	1 liasse
886	1944.	1 liasse
887	1945.	

---

		1 liasse
888	1946.	1 liasse
889	1947.	1 liasse
890	1948.	1 liasse
891	1949.	1 liasse
892	1950.	1 liasse
893	1951.	1 liasse
894	1952.	1 liasse
895	1953.	1 liasse
896	1954.	1 liasse
897	1955.	1 liasse
898	1956.	1 liasse
899	1957.	1 liasse
900	1958.	1 liasse
901	1959.	1 liasse
902	1960.	1 liasse
903	1961.	1 liasse



---

904	1962.	1 liasse
905	1963.	1 liasse
906	1964.	1 liasse
907	1965.	1 liasse
908	1966.	1 liasse
909	1967.	1 liasse
910	1968.	1 liasse
911	Relevé des miliciens et des candidats volontaires de milice de la commune qui ont reçu notification de la décision du Conseil de milice au sujet de leur demande et pièces afférentes. 1922.	1 liasse
912	Dossier ayant trait aux demandes d'indemnités de milice. 1954-1958.	1 liasse
913	Courrier émanant du Conseil de révision de la province du Luxembourg avertissant le bourgmestre de la mise en observation de deux miliciens de la commune à l'hôpital militaire de Namur. 26 juillet 1955 - 23 août 1955.	1 liasse
914	Listes nominatives des militaires en disponibilité ou en congé illimité et qui sont rappelés sous les armes pour un rappel ordinaire en temps de paix. 1971.	2 pièces
<i>B. MILICES BOURGEOISES</i>		
915	1. GARDE CIVIQUE (1830-1921) Procès-verbal des élections de la garde civique. 1874.	1 pièce

*C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES  
EN TEMPS DE PAIX*

- 916 Pièces ayant trait aux réquisitions effectuées par le Gouvernement provincial au bénéfice d'autres communes. 1814-1815. 3 pièces
- 917 Registre de classement servant à l'inscription de tous les véhicules hippomobiles appartenant aux habitants de la commune dans le cadre de la mobilisation de l'armée. 1930. 1 cahier
- 918 Registre de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles appartenant aux habitants de la commune. [Deuxième moitié XXe siècle]. 1 cahier
- 919 Registre de classement servant à l'inscription des motocyclettes appartenant aux habitants de la commune. [Deuxième moitié XXe siècle]. 2 pièces

*D. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCE*

1. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

- 920 Listes des déportés et des fournitures qui leur sont octroyées. 1916-1920 1 liasse
- 921 Brouillon de la liste des habitants et des biens ayant subi des dommages de guerre. 1919. 1cahier
- 922 Listes des réclamations introduites par les habitants suite aux dommages subis aux biens lors de la guerre. 1919-1920. 1 liasse
- 923 Dossier relatif aux locations d'habitations provisoires mises à disposition par le Fonds du Roi Albert. 1920-1921. 1 liasse

2. SECONDE GUERRE MONDIALE

- 924 Fiches récapitulatives de déclaration de sinistre aux biens agricoles par faits de guerre appartenant à Joseph Pechon dit Camille. [1940].

---

2 pièces

- 925** Pièces diverses relatives à l'état de guerre et à ses conséquences. 1940-1945.  
1 liasse
- 926** Dossier relatif aux travaux de démolition des ruines des immeubles sinistrés, au classement des matériaux et au transport des déblais inutilisables. 1944-1945.  
1 liasse
- 927** Dossier concernant les dommages de guerre subis par différents biens communaux et plus particulièrement par l'église, les écoles, le logement scolaire ainsi que les bois communaux. 1944-1963.  
1 liasse
- 928** Liste des prisonniers de guerre. [Deuxième moitié XXe siècle].  
1 pièce

## IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

## A. POLICE COMMUNALE

## 1. POLICE URBAINE

A. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA  
TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 929 Procès-verbal constatant la non-exécution, par Monsieur Gillet, de l'arrêté de la Députation des États du 14 juillet 1832 lui ordonnant la démolition des retenues pratiquées sur la rivière et son élargissement. 1832. 1 pièce
- 930 B. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE  
Registre servant à l'inscription des condamnations judiciaires prononcées contre des habitants pour contraventions ou délits. 1853-1899. 1 volume
- 931 Tableaux des condamnations prononcées par le Tribunal d'Arlon, bulletins de renseignements et autres pièces concernant les condamnations et les casiers judiciaires des habitants de la commune. 1879-1913. 1 liasse
- 932 932 - 933 Registres des condamnations judiciaires, tenus en exécution de la circulaire du ministre de l'Intérieur du 8 juillet 1853. 1899-1935. 1899-1905. 1 volume
- 933 1905-1935. 1 volume
- 934 Registre d'inscription des peines prononcées. 1934-1948. 1 volume
- 935 935 - 936 Registres des condamnations judiciaires. [1950]. Par ordre alphabétique. 1 volume
- 936 Par numéro d'ordre. 1 volume

- 
- 937 Bulletins de condamnations transmis à l'administration communale et bulletins des transactions intervenues. 1952-1968. 1 liasse
2. POLICE RURALE
- 938 - 950 LIVRETS TENUS PAR LES GARDES CHAMPÊTRES, EN VERTU DE L'ARTICLE 78 DU CODE RURAL, INDIQUANT JOUR PAR JOUR LEURS TOURNÉES, LES CONTRAVENTIONS CONSTATÉES AINSI QUE LES DÉLINQUANTS, LES PLAINTES REÇUES, LES DEVOIRS EXÉCUTÉS, LES PIÈCES REMISES ET LES AVERTISSEMENTS DONNÉS. 1ER OCTOBRE 1887 - 26 OCTOBRE 1974.*
- 938 1er octobre 1887 - 2 octobre 1888 (Wathelet Jean-Baptiste). 1 volume
- 939 2 octobre 1889 - 3 octobre 1890 (Wathelet Jean-Baptiste). 1 volume
- 940 4 octobre 1890 - 5 octobre 1891 (Wathelet Jean-Baptiste). 1 volume
- 941 6 octobre 1891 - 28 mai 1892 (Wathelet Jean-Baptiste). 1 volume
- 942 27 août 1892 - 18 août 1893 (Magnette Louis). 1 volume
- 943 27 août 1892 - 29 août 1893 (Hissette Ferdinand). 1 volume
- 944 30 août 1893 - 29 août 1894 (Hissette Ferdinand). 1 volume
- 945 9 septembre 1969 - 28 mai 1970 (Priod René). 1 volume
- 946 29 mai 1970 - 28 janvier 1971 (Priod René). 1 volume
- 947 29 janvier 1971 - 7 septembre 1971 (Priod René). 1 volume
- 948 8 septembre 1971 - 25 avril 1972 (Priod René). 1 volume
- 949 2 juillet 1973 - 19 février 1974 (Priod René).

1 volume

950 20 février 1974 - 26 octobre 1974 (Priod René).

1 volume

951 Carnet servant à l'inscription de la comptabilité du garde champêtre. 13 avril 1917 - 30 novembre 1931.

1 cahier

*B. AUTRES SERVICES D'ORDRE COMMUNAUX*

1. SERVICE D'INCENDIE

952 Carnet de présence, aux sorties, des sapeurs-pompiers de la commune. 1886-1890.

1 cahier

## X. SANTÉ PUBLIQUE

### A. GÉNÉRALITÉS

- 953 Certificat dressé par le docteur en médecine Auguste Neyen, domicilié à Saint-Léger, concernant Thérèse Bernard, âgée de 70 ans, née à Mussy-la-Ville et épouse de Jean Lambert. 8 novembre 1832.
- 1 pièce

### B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

#### 1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 954 Registre destiné à l'inscription des enfants vaccinés et revaccinés. 14 mai 1952 - 23 janvier 1971.
- 1 cahier
- 955 Dossier ayant trait à la lutte contre la variole. 1952-1975.
- 1 liasse
- 956 Bulletins de déclaration, dressés par des médecins, concernant une fillette atteinte de la poliomyélite. 28 août 1953 - 3 septembre 1953.
- 2 pièces
- 957 Listes des enfants vaccinés dans le cadre de la vaccination antipoliomyélique. 1958.
- 1 liasse
- 958 Répertoire des enfants inoculés dans le cadre de la vaccination obligatoire contre la poliomyélite. 14 juin 1967 - 6 janvier 1978.
- 1 volume
- 959 Registre des assujettis à la vaccination antivariolique obligatoire. 1970-1971.
- 1 volume
- 960 Registre d'inscription des enfants assujettis à la vaccination antivariolique. 1970-1976.
- 1 volume
- #### 2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE
- 961 Cartes de service établies dans le cadre de saisies de viande opérées par le médecin-vétérinaire. 1955-1956.

2 pièces

- 962 Tableaux servant à produire les statistiques des animaux abattus pour la consommation. 1956-1959.  
1 liasse
- 963 Registre des déclarations d'abattage d'animaux non soumis à l'expertise. 1957-1959.  
1 volume
3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES
- 964 Registre servant à l'inscription des propriétaires de chiens auxquels des médailles ont été délivrées par l'autorité locale. 1905.  
1 pièce
- 965 Pancarte prescrivant l'interdiction de circuler pour les ruminants, les porcs, les chiens et la volaille et défendant de transporter de petits ruminants, porcs et porcelets dans le cadre des mesures prises pour endiguer la fièvre aphteuse ou cocotte. [XXe siècle].  
1 pièce
4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
- 966 Rapport d'enquête de taudis concernant un immeuble sis au n° 205, Grand'Rue, à Saint-Léger. 13 avril 1960.  
2 pièces
5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES
- 967 Dossier relatif aux immeubles reconnus insalubres sis sur le territoire de la commune. 1962-1973.  
1 liasse



XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET  
COMMUNAUX

968 Plan dressé dans le cadre des travaux d'aménagement d'un  
secrétariat communal et de la construction d'un nouveau local  
scolaire. [Première moitié XXe siècle]. 1 pièce

969 Plan des lambris de la salle du Conseil. 1951. 1 pièce

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

970 Dossier ayant trait aux travaux de réparations et d'améliorations à  
exécuter aux bâtiments scolaires. 1923-1926. 3 pièces et 1 cahier

971 Dossier relatif aux travaux de reconstruction de l'école des filles  
sinistrée par faits de guerre en septembre 1944. 1947-1956. 1 liasse

972 Cahier des charges dressé dans le cadre de travaux de " grosse  
réparation " à effectuer à l'école communale. 1950. 1 cahier

973 Dossier dressé dans le cadre des travaux de placement d'un  
revêtement en dalles de ciment dans la cour de l'école communale.  
1961. 1 liasse

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS,  
ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME

974 Plans dressés dans le cadre des travaux d'aménagement d'une  
plaine de jeux pour enfants. [Deuxième moitié XXe siècle]. 2 pièces

975 Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un terrain de  
camping au lieu-dit " Conchibois ". [Deuxième moitié XXe siècle]. 1 liasse

---

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE, BÂTIMENTS ET  
CONSTRUCTIONS ANNEXES (PRESBYTÈRE, CIMETIÈRE, ETC.)

- 976 Dossier ayant trait aux travaux de reconstruction de l'église. 1830-1834.  
1 liasse
- 977 Plans, détails et profils du cimetière. 1907.  
2 pièces
- 978 Dossier afférent aux travaux de restauration et d'aménagement à exécuter à la maison vicariale et à l'église. 1924-1927.  
1 liasse
- 979 Dossier ayant trait aux travaux de restauration de la chapelle Notre-Dame de Wachet. 1941-1959.  
1 liasse
- 980 - 985 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE L'ÉGLISE PAROISSIALE, INCENDIÉE PAR LES ALLEMANDS LE 5 SEPTEMBRE 1944. 1945-1975.*
- 980 Reconstruction de l'église. 1945-1962.  
1 liasse
- 981 Fourniture et le placement des orgues. 1953-1958.  
1 liasse
- 982 Fourniture et pose de vitraux. 1953-1968.  
1 liasse
- 983 Fourniture et placement d'un beffroi métallique, montage et électrification des cloches et placement d'une horloge électrique. 1953-1975.  
1 liasse
- 984 Installation du chauffage. 1952-1959.  
1 liasse
- 985 Installation électrique. 1952-1962.  
1 liasse
- 986 Dossier ayant trait au projet de construction d'une nouvelle maison vicariale. 1946-1950  
1 liasse
- 1218 Courriers envoyés au bourgmestre par le conseiller juridique adjoint du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction

- 
- concernant les dossiers de Dommages de Guerre ouverts pour les administrés sinistrés. 1954-1959. 1 liasse
- 987 Dossier concernant la construction d'un presbytère et d'une maison vicariale. 1962-1972. 1 liasse
- 988 Facture établie suite à la remise en marche de l'horloge de l'église par les " Établissements Bach ". 1979. 2 pièces
5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)
- 989 Dossier ayant trait à la construction d'un monument aux morts de la guerre. 1959. 1 liasse
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, ...)*
- 990 Arrêtés du Collège des bourgmestre et échevins statuant sur les demandes introduites par des tiers dans le cadre des alignements le long des grandes routes. 1838-1849. 1 liasse
- 991 Extrait du plan de détail n° 14 de l'atlas des chemins vicinaux relatif au projet de redressement du chemin de Saint-Léger au lieu-dit " le Rhé ". 7 juillet 1861. 2 pièces
- 992 Plans d'abornement des chemins de la commune indiquant les longueurs et les largeurs entre les bornes. [XIXe siècle ?]. 2 pièces
- 993 Dossier relatif aux travaux de pavage et d'empierrement à effectuer rue Perdue et ruelle de Schoupag. 1907-1908. 1 liasse
- 994 Plan terrier dressé dans le cadre du projet de construction de filets d'eau. 1908. 1 pièce
- 995 Avis et rapports sur requête, correspondance, plan et autres pièces ayant trait aux demandes introduites par des particuliers tendant à obtenir les autorisations nécessaires pour construire un mur, établir des trottoirs, placer une terrasse ou une publicité le long de la

voirie. 1957-1963.

1 liasse

*C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*

996 Plan représentant le cours d'eau " Dahéré " et ses différentes prises d'eau pour l'irrigation, le défrichement opéré dans une partie du bois communal de Saint-Léger, compris entre les usines de Dahéré, le moulin de Saint-Léger et la propriété de Monsieur Glaesener. 1er août 1870.

1 pièce

*D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*

1. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

997 Dossier afférent à l'installation d'un nouveau poste de transformation, route de Virton. 1969.

1 liasse

998 Dossier ayant trait au déplacement des lignes basses tensions de la ferme Renould, de la cabine du " Haut de la Cloche " et d'un poteau béton de la ligne haute tension. 1969-1971.

1 liasse

999 Dossier relatif aux travaux de remplacement de supports vétustes et au renforcement du réseau basse tension. 1970-1977.

1 liasse

*1000 - 1004 DOSSIERS CONCERNANT DES TRAVAUX D'EXTENSION DU RÉSEAU BASSE TENSION DANS LA COMMUNE. 1970-1978.*

1000 Étable de Jean-Marie Pechon (lieu-dit " Au-dessus de la Demoiselle "). 1970-1978.

1 liasse

1001 Nouvel immeuble Gillet (rue du Tram à Meix-le-Tige). 1977.

1 liasse

1002 Nouvelle construction d'André Mathieu (rue Perdue). 1974-1975.

1 liasse

1003 Nouvelle construction de Germain Peschon. 1972.

1 liasse

1004 Lotissement Tondeur et Kemp (rue du Tram à Meix-le-Tige). 1976-1977.

1 liasse

- 
- 1005 Dossier concernant l'électrification du lotissement dit " Quartier Lackman ". 1974-1978.  
1 liasse
- 1006 2. RÉSEAU D'ÉGOUTS  
Plans relatifs au projet de construction d'un réseau d'égouts. 1945-1948.  
1 liasse
- 1007 3. TÉLÉPHONE  
Dossier ayant trait aux travaux à exécuter par la Régie des Télégraphes et des Téléphones sur le domaine communal. 1937-1975.  
1 liasse
- 1008 4. TRANSPORTS EN COMMUN  
Dossier relatif aux travaux de construction d'un abri au point d'arrêt de l'autobus. 1947.  
1 liasse
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 1009 1. GÉNÉRALITÉS  
Tableaux reprenant les statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis du 1er janvier 1958 au 31 décembre 1960. 1959-1961.  
3 pièces
- 1010 2. PLAN D'AMÉNAGEMENT  
Dossier relatif à l'adoption définitive du plan d'aménagement. 1944-1955.  
1 liasse

## XII. ENSEIGNEMENT

*A. GÉNÉRALITÉS*

- 1219 Dossier relatif à l'instruction primaire. 1853-1908. 1 liasse
- 1011 Rapports sur l'école communale des garçons. 26 mai 1892 - 14 juillet 1892. 1 liasse
- 1220 Courrier émanant de l'inspecteur cantonal et transmis pour information au bourgmestre ayant pour objet le changement d'école d'élèves en cours d'année scolaire. 1957. 1 pièce
- B. CADRE GÉNÉRAL*
- 1012 Courrier émanant du gouverneur approuvant la fermeture de deux écoles particulières. 10 avril 1822. 1 pièce
- C. ORGANISATION*
- 1013 Courrier émanant du commissaire d'arrondissement concernant la réorganisation des écoles existantes en vue d'y recevoir les petits enfants ainsi que des écoles pour adultes. 9 janvier 1863. 1 pièce
- 1014 Dossier relatif à l'organisation et à la fréquentation des cours d'adultes gratuits. 1866-1883. 1 liasse
- 1015 Avis du Collège échevinal ayant trait à la date de la prochaine rentrée des classes ainsi qu'au refus du curé que soit donné un cours de catéchisme dans les écoles communales. [XIXe siècle]. 1 pièce
- 1016 Tableaux des horaires des cours et des matières dans le degré moyen. [XIXe siècle ?]. 2 pièces
- 1017 Échange de courrier entre l'inspecteur principal et le bourgmestre concernant la fixation des congés scolaires. 1939. 2 pièces
- 1018 Pétition émanant des élèves des écoles gardiennes et primaires se plaignant, au bourgmestre et aux membres du Conseil communal,

de ne pas pouvoir être en vacances avant le 15 juillet contrairement à leurs condisciples des écoles officielles et minute d'un courrier adressé par le bourgmestre à l'inspecteur concernant le discrédit provoqué à l'autorité communale par l'usage de tels moyens de pression. 1951-1952.

2 pièces

1019 Courrier relatif à la volonté des enseignants de supprimer les cours de religion dans le cas où le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux leur refuseraient les suppléments communaux. 1956.

1 pièce

#### *D. PERSONNEL*

Consulter les n° 544, 232 et 233 du présent inventaire.

#### *E. BÂTIMENT*

1020 État de situation de la maison d'école et de ses dépendances. 1874.

1 pièce

#### *F. ÉQUIPEMENT*

1021 Inventaire prescrit par les articles 43 et 44 du règlement communal sur l'instruction primaire et courrier afférent. 1887.

1 pièce et 1 cahier

1022 Inventaire des livres et autres fournitures classiques à l'usage des élèves indigents dans l'école des garçons et l'école des filles. [XIXe siècle].

1 pièce

1023 Inventaire du mobilier de l'école primaire communale des garçons dirigée par M. Hizette. [XIXe siècle].

1 pièce

1024 Dossier concernant la fourniture et le placement de mobilier scolaire nécessaire aux écoles primaires de la commune. 1941-1954.

1 liasse

#### *G. FINANCES*

1025 1025 - 1026 BUDGETS DES ÉCOLES D'ADULTES. 1867-1883. 1867-1870.

1 liasse

1026 1881-1883.  
1 pièce et 2 cahiers

*H. OBLIGATION SCOLAIRE*

1027 1027 - 1044 REGISTRES D'INSCRIPTION DES GARÇONS. 1848-1896.  
1848-1864.

1 volume

1028 1865-1875.  
1 volume

1029 1880-1881.  
2 cahiers

1030 1881-1882.  
1 cahier

1031 1882-1883.  
2 cahiers

1032 1883-1884.  
2 cahiers

1033 1884-1885.  
3 cahiers

1034 1885-1886.  
1 cahier

1035 1886-1887.  
1 cahier

1036 1887-1888.  
1 cahier

1037 1888-1889.  
1 cahier

1038 1889-1890.  
1 cahier

1039 1890-1891.  
1 cahier



---

1040	1891-1892.	1 cahier
1041	1892-1893.	1 cahier
1042	1893-1894.	1 cahier
1043	1894-1895.	1 cahier
1044	1895-1896.	1 cahier
1045	1045 - 1047 REGISTRES D'INSCRIPTION DES FILLES. 1879-1885. 1879-1880.	1 cahier
1046	1883-1884.	1 cahier
1047	1884-1885.	1 cahier
1048	1048 - 1062 LISTES D'INSCRIPTION DES ENFANTS DRESSÉES DANS LE CADRE DE L'INSTRUCTION GRATUITE. 1895-1913. 1895-1896.	2 cahiers
1049	1896-1897.	1 pièce et 2 cahiers
1050	1897-1898.	4 cahiers
1051	1898-1899.	7 cahiers
1052	1899-1900.	2 pièces et 2 cahiers
1053	1900-1901.	1 pièce et 3 cahiers
1054	1901-1902.	

---

		1 pièce et 2 cahiers
1055	1903-1904.	2 cahiers
1056	1904-1905.	2 cahiers
1057	1905-1906.	2 cahiers
1058	1906-1907.	2 cahiers
1059	1908-1909.	2 cahiers
1060	1910-1911.	2 cahiers
1061	1911-1912.	2 cahiers
1062	1912-1913.	2 cahiers
1063	Liste des enfants ayant droit à l'instruction gratuite qui fréquentent les écoles primaires et courrier afférent. 1896.	3 pièces
1064	Liste des enfants soumis à l'obligation scolaire et courrier afférent. 1973-1974.	1 liasse

## XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

## A. CULTURE

- 1065 Affiche ayant trait à l'exposition du Musée gaumais sur l'histoire régionale et l'histoire locale de la Gaume et Saint-Léger dans le passé. 1958. 1 pièce

## B. DIVERTISSEMENTS

- 1066 Dossier ayant trait à la Société de musique " Philharmonie Sainte-Cécile ". 1862-1901. 1 liasse

- 1067 1067 - 1075 PIÈCES RELATIVES À LA SOCIÉTÉ DE MUSIQUE " FANFARE COMMUNALE ". 1879- [DEUXIÈME MOITIÉ XIXE SIÈCLE]. Constitution et règlement de la fanfare. 1879-1880. 1 liasse

- 1068 Mandats et factures. 1880-1883. 1 liasse

- 1069 Comptabilité. 1880-1890. 1 liasse

- 1070 Correspondance avec les avocats. 1883. 2 pièces

- 1071 Relevé des membres de la société ayant reçu une convocation pour l'assemblée générale. 1883. 1 pièce

- 1072 Souscription pour la fête du 5 octobre. 1884. 1 pièce

- 1073 Extrait des séances du Conseil communal. 1888. 1 pièce

- 1074 Correspondance avec les membres du Conseil communal et du Collège échevinal. 1893-1897. 3 pièces

- 1075 Souscription pour le drapeau. [Deuxième moitié XIXe siècle]. 1 pièce

*C. SPORTS*

1076

Dossier relatif à l'organisation d'une course cycliste pour amateurs juniors par le club " Saint-Léger - Vélo ". 1968.

1 liasse

---

#### XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

##### A. AGRICULTURE ET SYVICULTURE

- 1077 Attestations de capture et courrier du commissaire d'arrondissement relatifs à l'obtention d'une prime pour la destruction de loups. 1836-1837. 3 pièces

##### B. INDUSTRIE ET ARTISANAT

- 1078 Liste des ouvriers travaillant dans les usines. [Milieu XXe siècle]. 1 cahier

- 1079 Extrait de la matrice cadastrale, procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo, plan et autres documents concernant le changement de mode de jouissance d'une parcelle sise au lieu-dit " Conchibois " afin d'y construire un bâtiment industriel. 1954. 1 liasse

##### C. CIRCULATION

- 1080 Dossier relatif à la gestion et à l'exploitation des lignes d'autobus qui desservent Saint-Léger. 1948-1975. 1 liasse

##### D. COMMUNICATION

- 1081 Courriers adressés au bourgmestre et aux membres du Conseil communal de Meix-le-Tige relatifs au rattachement au réseau téléphoniques des communes de Saint-Léger, Châtillon, Meix-le-Tige, Rachecourt, Mussy-la-Ville et Bleid, afin de constituer un nouveau groupe dont le bureau central serait situé à Saint-Léger. 1904. 2 pièces

---

## XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

### A. MESURES SOCIALES

#### 1. ALLOCATIONS

**1221** Déclarations nominatives relatives à l'octroi d'allocations compensatoires pour les mois d'octobre et de novembre 1947. 1947. 1 liasse

**1222** Registre de caisse pour les bons d'allocations compensatoires. 1947-1948. 1 volume

#### 2. CHÔMAGE

**1082** Dossier ayant trait à la mise au travail des chômeurs. 1949-1977. 1 liasse

#### 3. LOGEMENT

##### A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

**1083** Dossier relatif à l'octroi de primes pour la construction d'habitations. 1954-1977. 1 liasse

##### B. COLLABORATION AVEC DES TIERS

**1084** Dossier concernant les travaux d'équipement de la cité jardin de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et la construction de petites propriétés. 1960-1971. 1 liasse

**1085** Plan relatif au projet de lotissement de la propriété de la Société Nationale Terrienne. 1979. 1 pièce

## XVI. TUTELLE SUR LE C.P.A.S. ET SES PRÉDÉCESSEURS EN DROIT

## A. BUREAU DE BIENFAISANCE

## 1. FINANCES

1086 Dossier relatif à la comptabilité du Bureau de bienfaisance. 1839-1887. 1 liasse

## 2. EXÉCUTION DES TÂCHES

1087 Extraits du registre de population, certificats d'indigence, courrier d'institutions et autres pièces ayant trait aux mesures en faveur des nécessiteux et aliénés. XXe siècle. 1 liasse

## B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

## 1. PERSONNEL

1088 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la nomination de François Mathias comme membre de la Commission. 19 février 1887. 1 pièce

## 2. FINANCES

1089 1089 - 1104 BUDGETS. 1945-1971. 1945. 1 cahier

1090 1951. 1 cahier

1091 1952. 1 cahier

1092 1953. 1 cahier

1093 1954. 1 cahier

1094 1955. 1 cahier

---

1095	1956.	1 cahier
1096	1957.	1 cahier
1097	1958.	1 cahier
1098	1959.	1 cahier
1099	1965.	1 cahier
1100	1966.	1 cahier
1101	1968.	1 cahier
1102	1969.	1 cahier
1103	1970.	1 cahier
1104	1971.	1 cahier
1105	<i>1105 - 1112 COMPTES. 1949-1959.</i> 1949.	1 cahier
1106	1951.	1 cahier
1107	1952.	1 cahier
1108	1953.	1 cahier
1109	1954.	1 cahier
1110	1955.	



---

		1 cahier
1111	1957.	1 cahier
1112	1959.	1 cahier
1113	3. EXÉCUTION DES TÂCHES Dossier concernant l'intervention des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'administrés. 1952-1963.	1 liasse
1114	<i>C. CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE</i> Dossier relatif à la formation du Conseil du Centre public d'aide sociale. 1977.	1 liasse

## XVII.RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS

## A. PAROISSE DE SAINT-LÉGER

## 1. PATRIMOINE

- 1115 Dossier ayant trait à la location d'un baraquement destiné à remplir les fonctions d'église provisoire. 1945-1954. 1 liasse

## 2. PERSONNEL

Consulter le n° 544 du présent inventaire.

## 3. FINANCES

- 1116 Tableau indiquant le nombre et le prix des cierges, la somme totale prévue pour les cierges, la somme revenant à la fabrique, la somme revenant au clergé et le total des droits fixes de la part des cierges revenant à la fabrique. 1887. 1 pièce

- 1117 1117 - 1146 BUDGETS. 1945-1979. 1945. 1 cahier

- 1118 1947. 1 cahier

- 1119 1948. 1 cahier

- 1120 1949. 1 cahier

- 1121 1950. 1 cahier

- 1122 1951. 1 cahier

- 1123 1952. 1 cahier

- 1124 1953. 1 cahier

---

1125	1954.	1 cahier
1126	1955.	1 cahier
1127	1956.	1 cahier
1128	1957.	1 cahier
1129	1958.	1 cahier
1130	1959.	1 cahier
1131	1960.	1 cahier
1132	1961.	1 cahier
1133	1962.	1 cahier
1134	1966.	1 cahier
1135	1967.	1 cahier
1136	1969.	1 cahier
1137	1970.	1 cahier
1138	1971.	1 cahier
1139	1972.	1 cahier
1140	1973.	1 cahier
1141	1974.	

---

		1 cahier
1142	1975.	1 cahier
1143	1976.	1 cahier
1144	1977.	1 cahier
1145	1978.	1 cahier
1146	1979.	1 cahier
1223	<i>1147 - 1172 COMPTES. 1805-1978.</i> 1805-1837.	1 cahier
1147	1946.	1 cahier
1148	1947.	1 cahier
1149	1948.	1 cahier
1150	1949.	1 cahier
1151	1950.	1 cahier
1152	1951.	1 cahier
1153	1952.	1 cahier
1154	1953.	1 cahier
1155	1954.	1 cahier

---

1156	1955.	1 cahier
1157	1957.	1 cahier
1158	1958.	1 cahier
1159	1959.	1 cahier
1160	1960.	1 cahier
1161	1961.	1 cahier
1162	1968.	1 cahier
1163	1969.	1 cahier
1164	1970.	1 cahier
1165	1971.	1 cahier
1166	1972.	1 cahier
1167	1973.	1 cahier
1168	1974.	1 cahier
1169	1975.	1 cahier
1170	1976.	1 cahier
1171	1977.	1 cahier

1172 1978.[DB1]

1 cahier